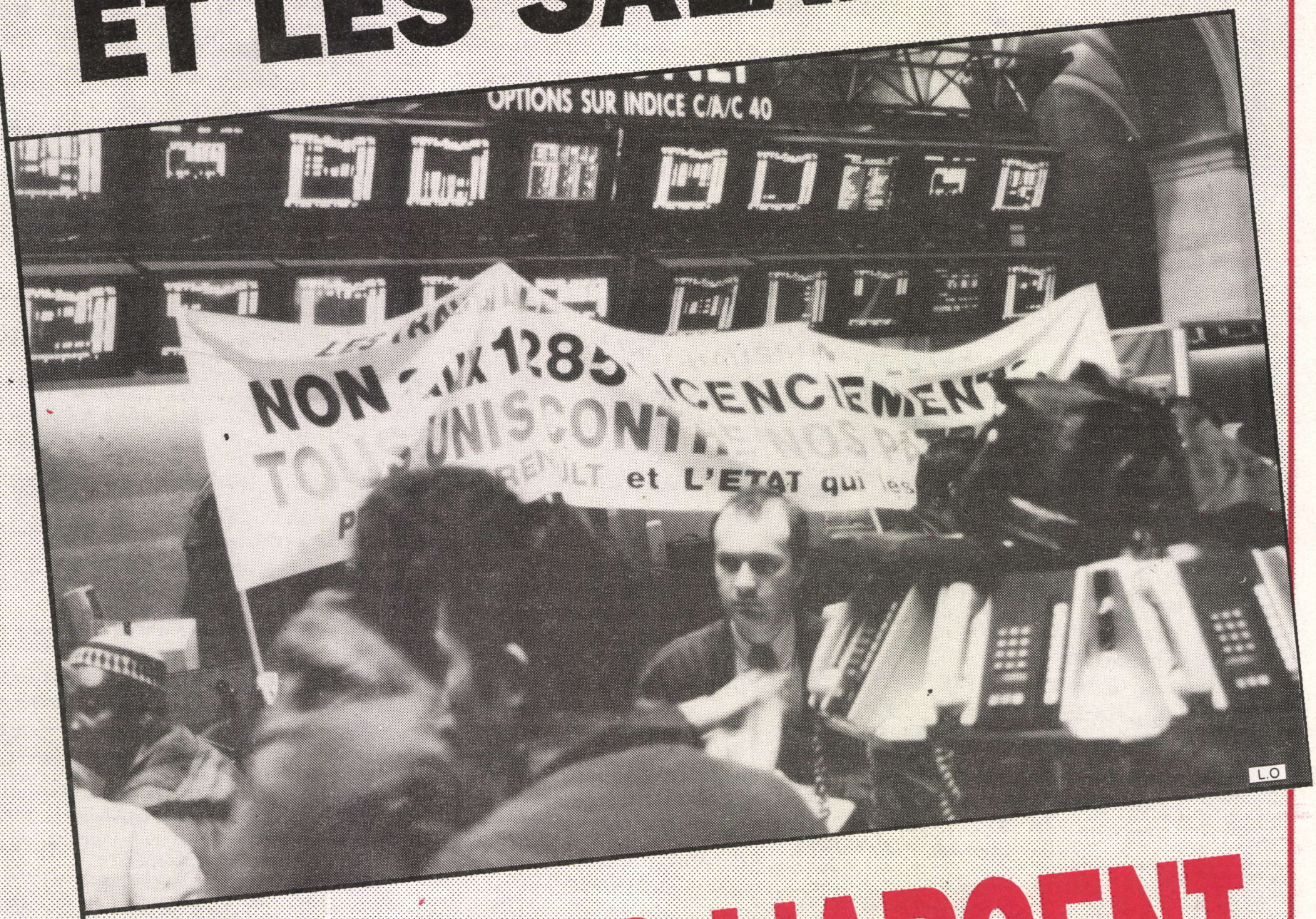
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1283 - 5 février 1993 - prix : 9 F

POUR MAINTENIR LES EMPLOIS ET LES SALAIRES,



PRENONS L'ARGENT DES CAPITALISTES !

M6189 - 1283 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Pour maintenir les emplois et les salaires,

PRENONS L'ARGENT DES CAPITALISTES !

Face à la vague de licenciements programmée par le patronat, les dirigeants politiques, de droite, du centre ou prétendument de gauche, nous exposent tous leur solution pour réduire le chômage. Balladur, ancien ministre des Finances de Chirac - parce que n'oublions pas, tous ces "nouveaux" sont des anciens - que l'on présente comme le futur Premier ministre de la majorité de droite de demain, a exposé le sien.

Selon lui, c'est très simple : puisque cela coûte plus cher d'entretenir trois millions de chômeurs que de maintenir trois millions d'emplois, il faut donner aux entreprises des dégrèvements d'impôts, des subventions, des diminutions de charges sociales... pour maintenir des emplois. Nouveau ?

C'est ce refrain que le "socialiste" Bérégovoy nous chante depuis des années comme ministre des Finances, puis comme Premier ministre. Depuis, le chômage n'a fait qu'augmenter. Le patronat a mis dans sa poche tout ce qu'on lui offrait et a jeté des milliers de travailleurs à la rue. Les cadeaux sur les charges sociales ont créé une crise pour les fonds de chômage, la Sécurité sociale, les retraites, et n'ont pas empêché un seul licenciement.

Que cela coûte moins cher à la société de maintenir des salariés au travail plutôt que d'en faire des chômeurs, c'est évident. Mais le patronat, lui, ne demande qu'une chose, c'est payer tous les travailleurs au tarif des chômeurs et c'est ce que proposent tous ceux qui voudraient que les travailleurs acceptent des diminutions de salaires. Il y en a chez les politiciens qu'on appelle de gauche, comme chez les Verts et les écolos, ou dans la droite bien sûr. Balladur est d'ailleurs un de ceux-là. Ils admettent que les bas salaires ne soient pas baissés mais pour les autres salaires, pourquoi pas ?

Mais pour le patronat, où commencent les bas salaires et où finissent-ils ? Et après très peu d'années ou de mois, l'inflation aidant, car elle peut bien reprendre, c'est tous les salaires qui se trouveront baissés.

Ils sont tous partisans du développement du travail à temps partiel, ce travail où finalement on dira : "Toi, demain, tu viens travailler ! Et toi tu n'as qu'à passer et on te dira si on veut de toi". C'est une époque que les travailleurs ont connue et c'est l'avenir que tous ces gens-là nous proposent.

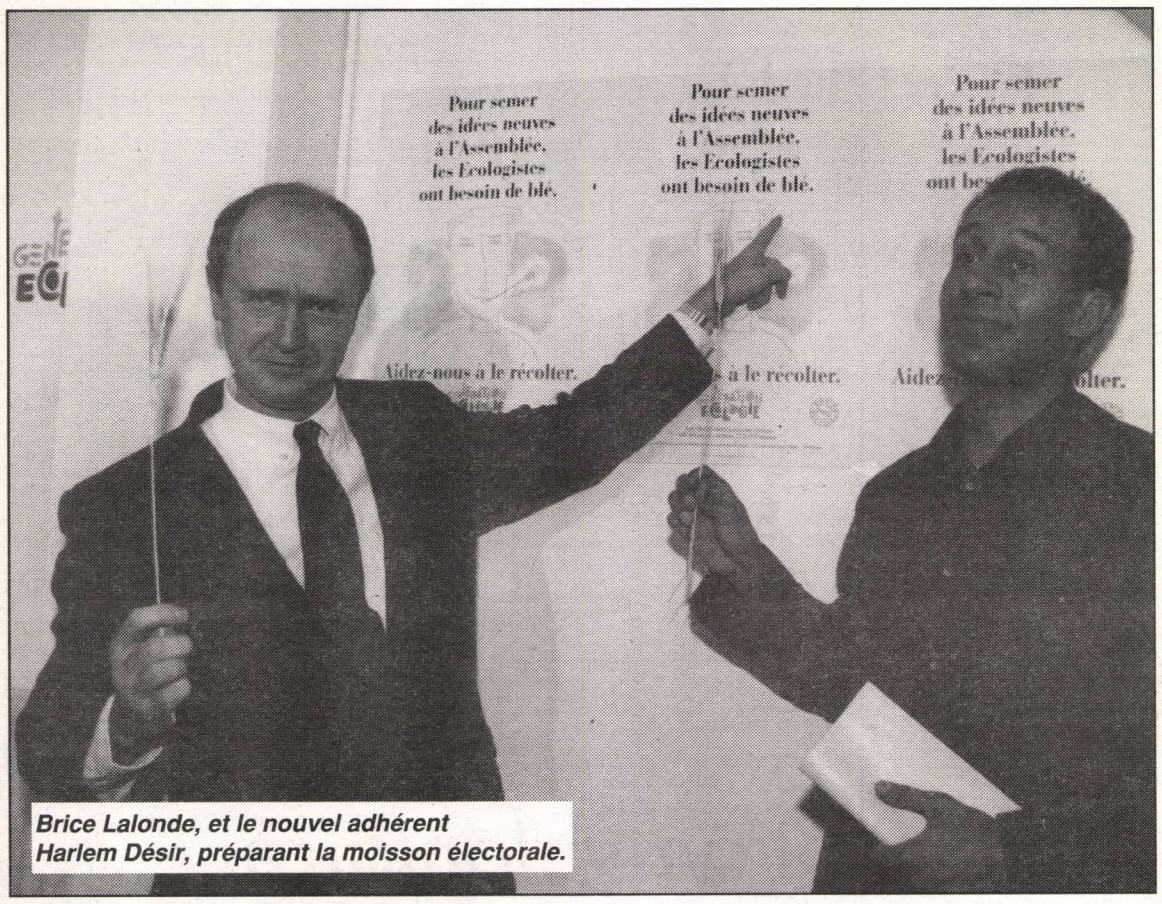
L'économie, ce ne sont pas les travailleurs qui la gèrent. Quand les patrons ferment une usine, ils gardent leur fortune. Elle est seulement placée ailleurs.

Lutter contre le chômage, cela ne veut rien dire tant que cela passe par les patrons, tant que ce sont eux qui décident, tant qu'on leur donne de l'argent ou qu'on leur en laisse, en espérant qu'ils l'emploieront dans l'intérêt des travailleurs et de l'ensemble de la société. Mais de l'ensemble de la société ils s'en moquent, comme ils se moquent des travailleurs. Ce qui compte pour eux, c'est la rentabilité immédiate.

Or, ce que veulent les travailleurs, ce n'est pas spécialement travailler 39 heures. Ils veulent bien d'une diminution du temps de travail, mais pas d'une diminution de leur paie, même si l'entreprise où ils travaillent est en déficit. Pour maintenir les emplois et les salaires, il faut prendre l'argent sur la fortune des patrons et les biens personnels qu'ils ont accumulés précédemment. Des bénéfices, ils en font, si ce n'est dans une entreprise, c'est dans une autre dont ils possèdent des parts ou des actions.

Pour imposer cela les travailleurs ne peuvent compter que sur la trouille bleue que leur colère pourra donner au patronat et qui lui fera, ne serait-ce qu'un peu, ouvrir ses poches. De la violence ? Oui ! Comme les paysans quand ils veulent se faire entendre ! Et puis, des milliers de travailleurs jetés à la rue, ce n'est pas de la violence cela ? Alors les politiciens visent les élections de mars 93, mais la rapacité des patrons leur prépare les Juin 36 et les Mai 68 de demain.

Arlette Laguiller



AFP

Brice Lalonde, et le nouvel adhérent Harlem Désir, préparant la moisson électorale.

Élections en mars

LE MONDE POLITIQUE SE MET AU VERT

Ça n'est pas vraiment nouveau, mais à l'approche du printemps -et des élections législatives de mars prochain- on est entré dans la saison des amours entre les écologistes de toute obédience et les leaders du PS d'un côté, ceux des formations de la droite classique de l'autre. Surtout depuis que les sondages donnent aux écologistes 19% des voix. Suivant les instituts, ils arrivent à égalité avec le PS, ou même le devancent.

Au PS, c'est un véritable concert de roucoulades. Ainsi par exemple, Henri Weber, qui fut dans un passé bien oublié un dirigeant de la LCR, et qui est aujourd'hui l'un des proches conseillers de Laurent Fabius, interpelle Brice (Lalonde) dans le journal *Libération*, lui demandant en substance s'il se voit sur une même photo gouvernementale, voisinant Pasqua, Pons et De Villiers. Ce à quoi Brice répond vertement à Henri (Weber) dans le même quotidien que de toute façon, le PS n'a pas de leçon à donner en ce domaine, et que des collusions avec la droite, il en a commises, et pas qu'une. Lalonde a oublié qu'il a cohabité un certain temps au gouvernement avec ces mêmes socialistes, sans qu'on l'entende beaucoup. Un détail.

A droite, les appels sont à peine moins sobres. Chirac n'exclut pas qu'il y ait des "majorités d'idées" sur des thèmes développés par les écologistes.

Et les écolos se laissent courtiser, prenant des poses de coquettes qui montrent que, s'ils sont novices dans les jeux politiciens, ils ont appris vite. Encore qu'il y ait un certain nombre de leurs candidats qui sont de vieux briscards des campagnes... électorales, et des postes gouvernementaux, tels Lionel Stoléru, qui fut ministre avec la droite et avec le PS, ou Brice Lalonde lui-même... Et qu'il y en a d'autres qui n'ont qu'une envie : rattraper le temps perdu.

En fait, cela ne veut pas dire que tout ce beau monde s'intéresse soudainement aux problèmes de l'environnement. D'ailleurs les chefs de file des écologistes s'y intéressent-ils vraiment, ou n'ont-ils pas plutôt trouvé dans la dénonciation du béton un tremplin pour leur carrière politique ? Il s'agit plutôt de préparer les marchandages qui auront forcément lieu entre les deux tours des élections de mars prochain, marchandages rendus nécessaires par le type de scrutin. Ce qui rend la position des uns et des autres délicate, c'est que les écologistes ne sont pas que des alliés éventuels, ce sont aussi des concurrents. Pas trop de mamours donc pour essayer de leur prendre des voix au premier tour, mais sans se montrer trop durs pour permettre que les accords et le report des voix écologistes puissent se réaliser dans de bonnes conditions au second tour ! La vie politique n'est pas de toute facilité.

Pour l'instant, ce sont ces préoccupations qui expliquent toutes ces agitations et ces ébats. On n'en est pas aux négociations concernant les postes ministériels.

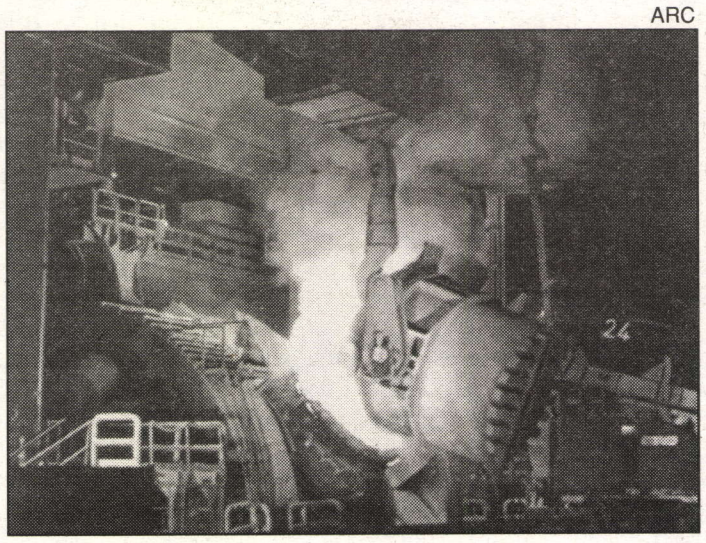
Mais d'ores et déjà ceux des électeurs qui pensent qu'en votant pour les écologistes, ils choisissent de faire de la "politique autrement", sont prévenus. Leurs suffrages serviront à des opérations politiciennes, plus vraies que nature.

Jean-Pierre VIAL

Protectionnismes américain et européen

TOUCHE PAS À MES COMMANDES D'ÉTAT !

ARC



Après l'instauration de tarifs douaniers à l'entrée des États-Unis pour un certain nombre de produits sidérurgiques en provenance de 19 pays, dont sept de la CEE, voici un nouvel épisode dans la guerre commerciale entre la CEE et les États-Unis. Clinton menace maintenant de fermer les marchés publics américains aux entreprises européennes si, d'ici le 22 mars, la CEE n'a pas modifié la réglementation sur l'attribution des marchés publics européens entrée en vigueur le 1er janvier.

En principe, dans la CEE comme aux USA, les marchés publics sont mis aux enchères. Puis une commission examine les propositions des diverses entreprises candidates et attribue le marché à celle dont la proposition est la moins onéreuse. Cela, c'est la théorie, car il y a mille façons de tourner la procédure. Légalement, au moyen de réglementations qui avantagent certains concurrents, ou par la bande, par exemple en favorisant un candidat, en le renseignant sur les propositions déposées par ses concurrents. C'est d'ailleurs ainsi que les entreprises des principaux pays européens se sont arrangées, jusqu'à présent, pour se réserver les marchés publics de leurs pays respectifs.

Justement, le but de la réglementation entrée en vigueur le 1er janvier dans la CEE, était d'ouvrir tous les marchés publics européens à toutes les entreprises européennes. Mais pas aux entreprises américaines, bien sûr. Par exemple une disposition y prévoit que la CEE peut exclure des concurrents qui proposeraient des fournitures dont le "contenu européen" serait inférieur à 50 %. Ou encore qu'une entreprise européenne pourrait décrocher un marché, même si ses tarifs sont plus élevés que ceux de ses concurrents non-européens, pourvu que la différence ne soit pas supérieure à 3 %. D'où les protestations des États-Unis qui réclament depuis longtemps l'ouverture de ces marchés dont ils n'ont à ce jour qu'une part négligeable.

Cela dit, tout champion du libéralisme que se prétende Clinton, les USA rendent bien à la CEE la monnaie de sa pièce puisque, dans le cadre de la loi "Achetez Américain", les entreprises américaines bénéficient d'un avantage non pas de 3 % mais de 6 %, ou plus suivant la nature du marché, sur leurs concurrents non-américains. Moyennant quoi les entreprises européennes ont obtenu 0,1 % de ces marchés en 1991.

Bref, c'est la guerre du protectionnisme qui continue. Chacun trouve de nouvelles astuces pour se protéger de la concurrence du voisin tout en criant aux loups parce que celui-ci fait de même. Mais cette petite guerre n'est pas seulement une guerre de procédures. L'enjeu, s'agissant de ce dernier épisode, ce sont les marchés énormes des États, évalués à 250 milliards de francs par an aux USA et à plus de 100 milliards de francs dans la CEE. Derrière les grandes déclarations de principe, à propos du libre-échange ou de la nécessité de "protéger" la population contre les ingérences étrangères dans la crise, les grands trusts, américains et européens, se livrent une guerre impitoyable pour la répartition de profits colossaux.

F.R.

Laboratoires d'analyses biologiques

LES BONS COMPTES D'ARTOIS

Les médecins qui possèdent des laboratoires privés d'analyses biologiques sont vraiment à plaindre. Le tarif de remboursement de la Sécurité sociale ne leur permet pas de faire fortune (assez vite).

Quand on est chirurgien, on peut demander des dessous-de-table, ou bien on peut opérer des gens pour des maladies qu'ils n'ont pas... Mais quand on est médecin biologiste et qu'on vous demande de pratiquer un test du SIDA, on ne peut pas en faire deux ou trois !

Par contre, on peut n'en faire qu'un pour cinq clients et, bien sûr, en faire payer cinq.

La méthode est simple et bien connue puisque, dans le temps, elle était, et est peut-être encore, utilisée pour les analyses systématiques d'urines à l'armée. Au lieu de faire une analyse par soldat, on mélange les urines de plusieurs d'entre eux. Cela gagne du temps.

Dans le cas présent, ce labo mélangeait les sérums sanguins de cinq malades. Si le test était positif, il était évidemment obligé de refaire les tests de chacun des sérums pour trouver lequel était positif, ce qui l'obligeait alors à dépenser 6 doses de réactif au lieu de 5. Chaque dose n'est évidemment pas donnée par le fournisseur, le trust Abbott en l'occurrence, qui fournissait ce Laboratoire d'Artois installé avenue Victor-Hugo, dans un coin huppé de la capitale.

Par contre, si le test se révélait négatif, il ne dépensait qu'une dose de réactif et en facturait cinq, aux clients comme à la Sécu. Bon an, mal an, cela s'est révélé tellement efficace que les premiers contrôles auraient montré que le Laboratoire d'Artois n'avait acheté à son fournisseur que 2 000 doses de réactif tandis qu'il avait facturé 5 000 tests. Il y en a donc 3 000 pour lesquels tout était bénéfice.

Procéder ainsi n'est pas qu'avantageux, cela entraîne des risques d'erreur. Lorsqu'un sérum contient des anticorps du SIDA et que ces anticorps sont dilués dans quatre autres sérums sanguins, la quantité d'anticorps dans l'échantillon n'est alors pas toujours suffisante pour faire réagir le test. Ce qui fait qu'actuellement des clients du Laboratoire d'Artois vivent en toute tranquillité alors qu'ils sont séropositifs et ont même pu contaminer leur partenaire sans le savoir.

L'un des premiers mots de défense du médecin directeur a été qu'il y en avait bien d'autres à faire la même chose. En quoi il n'a peut-être pas tort. Peut-être pas seulement sur les tests concernant le SIDA mais sur bien d'autres analyses biologiques lorsque les réactifs sont coûteux.

Et l'on dit du mal de Dracula !

Lui n'aimait que le sang, mais certains biologistes, eux, aiment les billets trempés dans le sang.

TOURS : PAS COUPABLES PEUT-ÊTRE, MAIS RESPONSABLES !

La presse locale d'Indre-et-Loire a révélé à la mi-janvier comment Novacell, entreprise tourangelle spécialisée dans la recherche sur les produits du sang, avait discrètement fermé ses portes fin 1992.

Particularité de Novacell, elle avait été créée en 1989 comme une filiale de la Fondation Nationale de Transfusion Sanguine, alors dirigée par le Dr Garretta.

Il y a trois ans, Novacell était inaugurée en grande pompe par Garretta, en présence des présidents du Conseil général, du Conseil régional, et du maire de Tours Jean Royer. Il y eut des discours... mais aussi des subventions : 450 000 F de la ville de Tours, 320 000 F du département, 800 000 F de la région, sans parler des garanties d'emprunts.

Et voilà qu'on découvre maintenant que Novacell était l'un des moyens utilisés par Garretta pour pomper les fonds publics, et que les autorités locales et régionales ont été en quelque sorte "piégées". Mais l'ont-elles vraiment été ? Ni plus ni moins que les ministres, puisque les uns et les autres ont, dans cette affaire des produits sanguins, privilégié la recherche de la rentabilité selon les critères capitalistes.

Quand on cherche d'abord le fric... on trouve nessairement des Garretta...

ARC

Une manifestation pour le droit à l'avortement en 1979. Mais les objectifs sont encore loin d'être atteints.

L'interruption volontaire de grossesse

TOUJOURS UNE COURSE D'OBSTACLES

Dix-sept ans après l'adoption de la loi légalisant l'avortement en France, interrompre une grossesse non désirée reste encore un véritable parcours du combattant pour les femmes. Il y aurait toujours de 3 000 à 5 000 femmes qui chaque année iraient avorter en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas comme au temps où l'avortement était interdit en France. Et le Planning Familial organise chaque semaine le voyage d'une trentaine de femmes pour ces pays où l'avortement est non seulement légal mais autorisé au-delà des douze semaines que prévoit la loi française.

Manque de moyens ou d'informations, délais trop longs dans les hôpitaux publics, réticences d'une fraction du corps médical... bien des femmes, de fait, et souvent les plus démunies, se trouvent dans l'impossibilité de trouver une solution dans les délais légaux. Les hôpitaux publics sont incapables le plus souvent de répondre au besoin des femmes. Les délais légaux laissent d'autant moins de temps que la loi impose une semaine de réflexion et un entretien social, ce qui allonge encore les délais pour pouvoir obtenir un rendez-vous pour l'intervention. Il reste bien sûr les cliniques privées qui acceptent, mais à leurs prix. L'IVG, remboursée à 70% par la Sécurité sociale, coûte 950 F à l'hôpital, mais elle peut être facturée de 1 200 à 3 000 F dans le privé. Les femmes ne sont pas toutes égales devant la loi.

Depuis le 4 novembre dernier, l'équipe médicale du centre d'IVG de l'hôpital Louis-Mourier de Colombes s'est mise en grève pour dénoncer cet état de fait ; et surtout la mauvaise volonté des pouvoirs publics à appliquer réellement la loi Veil. Ils n'ont jamais réellement considéré l'IVG comme un acte médical comme un autre. Et les centres d'IVG sont restés les parents pauvres des hôpitaux, bien souvent confinés dans du provisoire, dans des préfabriqués, ils manquent de moyens, de laboratoires, de personnel titulaire et n'ont pas la possibilité réelle d'informer les femmes en matière de contraception.

C'est par la lutte que les femmes avaient arraché le vote de la loi Veil en 1975 à une Assemblée qui n'en voulait pas. Depuis, sept ans de règne sans partage de la droite et 12 ans de présidence Mitterrand n'ont pas fait avancer un tant soit peu la simple application réelle et sans entraves d'une loi somme toute bien nécessaire mais insuffisante.

Cécile BERNIER

FÊTE LUTTE OUVRIÈRE à Lille

Samedi 6 février
à partir de 15 h,
Espace Concorde,
Quartier de la Cousinerie,
rue Carpeau à Villeneuve-d'Ascq

Zaïre

Derrière la révolte de l'armée, LES MANŒUVRES DU DICTATEUR MOBUTU

AFP

Le calme serait revenu à Kinshasa, la capitale du Zaïre, sur lequel Mobutu règne sans partage depuis 1965. L'émeute menée par les militaires de l'armée zaïroise a finalement été réprimée par la division spéciale présidentielle, la DSP, en partie encadrée par des éléments du 11ème régiment parachutiste de choc, unité dépendant de la DGSE, les services secrets français. Ces quelques jours de combats et de pillages auraient coûté la vie à un millier de personnes et entraîné, au moins provisoirement, le départ vers le Congo voisin de quinze cents ressortissants européens.

Le point de départ des pillages de l'armée avait pour cause un mouvement de mécontentement sur la solde presque sans valeur versée aux soldats. Mais Mobutu sait, depuis toujours, à la fois très bien payer les troupes qu'il entend conserver à ses côtés, comme sa garde prétorienne, d'autant plus choyée qu'elle reçoit de l'argent de l'Etat français, et maintenir le gros de ses troupes dans des conditions de pauvreté à peine meilleures que celles des masses pauvres du Zaïre.

Or, il y a déjà eu des précédents en la matière. Et tout indique que Mobutu a, cette fois encore, donné un coup de pouce à la colère de ses troupes régulières pour disposer d'un prétexte pour remettre de l'ordre, moins parmi ses troupes que parmi ses opposants. Mobutu avait déjà effectué une manoeuvre du même style lors des émeutes de septembre 1991, une vaste provocation dont il tirait les ficelles pour compromettre ses opposants.

Menacé par une véritable fronde de l'armée en 1978, on dit même qu'il aurait donné l'ordre de massacrer des Européens, en mettant cela au compte des "rebelles", pour décider la France et la Belgique à faire intervenir leurs troupes à Kolwezi. En vingt-huit ans de pouvoir sans partage, Mobutu a appris plus d'un tour.

Car, au-delà de cette affaire des soldes, il y avait une menace bien plus grave pour lui, celle de sa destitution. En effet, depuis quelques années, le Zaïre est censé lui aussi se démocratiser. Mobutu, qui reste chef de l'Etat, a été flanqué d'un "gouvernement de transition", composé de ses principaux opposants, doublé d'un Haut conseil de la République (HCR) regroupant lui aussi certains leaders de l'opposition et censé exercer son contrôle sur le chef de l'Etat.

Depuis décembre dernier, le conflit était ouvert entre Mobutu et le HCR. Ce dernier s'était vu interdire l'entrée dans le palais gouvernemental. Du coup, le HCR avait engagé il y a deux semaines une procédure de destitution de Mobutu, accusé de "haute trahison". Le "traître" vient donc de reprendre l'initiative politique et a créé une occasion pour frapper ses principaux opposants. La plupart n'ont dû leur salut qu'à la fuite.

Un allié des nations impérialistes...

Pendant un quart de siècle, Mobutu est resté un fidèle allié des principaux Etats impérialistes intéressés par cette région de l'Afrique. Lié aux services secrets américains depuis 1960, Mobutu a été un fidèle collaborateur des Etats-Unis. Par exemple, il constituait un des maillons du trafic d'armes qui permettait de ravitailler les "contras" d'Amérique latine, malgré le véto du Congrès américain, un scandale connu sous le nom de l'Irangate. Il a également été d'une aide précieuse pour appuyer les maquisards pro-occidentaux de l'Unita en Angola.

Mobutu avait d'autant mieux appuyé le camp impérialiste dans la guerre du Golfe que les banquiers saoudiens ont longtemps compté parmi ses fidèles pourvoyeurs de fonds, même quand le FMI devenait plus réticent.

Mobutu a constitué depuis longtemps un joli magot personnel, en partie déposé sur un compte de la Banque Indosuez à Paris. Ce détournement de fonds a longtemps été égal au montant de la dette du Zaïre. Aujourd'hui, signe des temps, le magot serait inférieur à la dette.

Mais cet enrichissement personnel ne constitue que la commission prélevée par le dictateur pour son rôle de garant du pillage des richesses de ce pays par les multinationales des puissances impérialistes. Un pillage qui a pris toutes les formes, du contrat en bonne et due forme au troc pur et simple. Il était courant, par exemple, que Mobutu paye ses livraisons d'armes en échange de caisses de minerais divers.

... en particulier l'impérialisme français

L'impérialisme français n'a pas été le moins bien servi. Depuis une vingtaine d'années, Mobutu était devenu un "ami de la France" comme Hassan II.

Sous Giscard, Thomson-CSF avait emporté le marché zaïrois des télécommunications, vendant pour un total d'au moins un milliard de francs des suréquipements inutiles qui ont permis aussi à la CGE, Schlumberger et quelques autres d'empocher... les garanties de la Coface.

Sous Mitterrand, Mobutu a envoyé 2 500 soldats zaïrois aux côtés des troupes françaises remettant de l'ordre au Tchad, lors de l'opération "Epervier" de 1982. Mobutu, bien en cour avec Mitterrand, fut l'un des invités des fêtes du Bicentenaire.

Pas étonnant si, malgré les discours sur le multipartisme, l'impérialisme français continue à apporter un soutien discret à Mobutu, y compris militaire et financier, même si Pierre Joxe avait officiellement annoncé en octobre 1991 la fin de l'assistance militaire technique. Voilà de quoi mesurer toute l'hypocrisie cachée derrière les récentes déclarations du porte-parole de l'impérialisme français Roland Dumas, prétendant qu'il n'est pas question de *"se substituer ni aux gouvernements ni aux populations pour choisir tel ou tel dirigeant"*. L'Etat français s'y substitue d'autant moins que, jusqu'à présent, il continue à faire avec !

Jacques FONTENOY

Maroc

AU ROYAUME DE LA CORRUPTION ET DU DROIT DIVIN

Noubir Amaoui, le secrétaire de la confédération syndicale CDT, a vu sa condamnation à deux ans de prison ferme confirmée par la cour d'appel de Rabat, le 28 janvier dernier. Le pouvoir n'a pas digéré les critiques formulées par le leader syndical dans une interview donnée au journal espagnol El Païs. Entre autres, il constatait : *"Nous sommes confrontés à un pouvoir de voleurs sans avenir... Ils ne nous traitent pas comme des citoyens... nous aussi nous les considérons comme des étrangers et il se trouvera un jour où ils ne trouveront même pas une barque pour leur permettre de s'enfuir du pays..."*

La corruption ne règne pas au Maroc, c'est de la diffamation, ainsi en ont décidé les juges. Un des avocats envoyés par la CGT française au procès rapportait l'anecdote suivante : le juge qui condamna Amaoui lors du premier jugement à deux ans fermes était pourtant considéré par les avocats comme un modéré, proche des milieux de l'opposition. Au lendemain de la condamnation d'Amaoui, il eut une promotion fulgurante... C'est ainsi que la justice ne règne que selon le bon vouloir du monarque. A défaut de lettre de cachet, un simulacre de procès, dans une salle bourrée de flics en civil, et dans un tribunal transformé en forteresse et que la volonté du monarque soit faite.

Mais tout cela ne déplaît pas si fort aux bons amis du roi de ce côté-ci de la Méditerranée. L'approche des élections favorise une intense activité diplomatique et Pasqua, entre autres, est déjà allé faire sa tournée de baisemains au Maroc. Maintenant c'est le prince héritier en personne qui est accueilli cette semaine à Paris par tout le gratin, le ministre de la Défense, le socialiste Pierre Joxe, le Premier ministre Bérégovoy, le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, et finalement le président François Mitterrand ainsi que le chef de l'état-major de l'armée française, l'amiral Lanxade. Sidi Mohammed a repris la succession de son père à la tête des Forces armées royales marocaines et il vient d'acheter un lot d'armes, d'autant plus nécessaire que la guerre et la répression au Sahara occidental continuent.

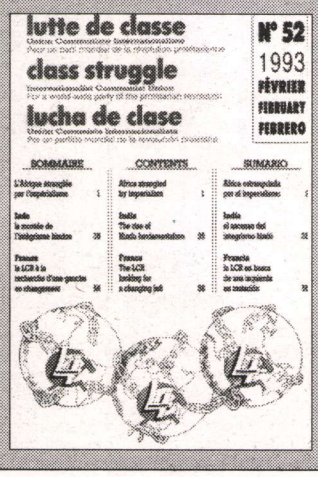
Un bon contrat d'armement vaut bien que les démocrates du gouvernement français, tout républicains et socialistes qu'ils se prétendent, ferment les yeux une fois de plus sur les procès truqués et les prisons du roi.

Cécile BERNIER

LUTTE DE CLASSE
Février 1993 - n° 52

Au sommaire :

- **L'Afrique étranglée par l'impérialisme**
- **Inde : la montée de l'intégrisme hindou**
- **France : la LCR à la recherche d'une gauche en changement**


lutte de classe
class struggle
lucha de clase
N° 52
1993
FÉVRIER
FEBRUARY
FEBRERO

Prix : 10 F
Envoi contre 12 F en timbres

L'AUTO-DISSOLUTION DU PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN

Le PAGS (Parti de l'Avant-Garde Socialiste), le parti communiste algérien, vient de décider son auto-dissolution, au cours d'un congrès extraordinaire réuni du 21 au 23 janvier, et le lancement d'un nouveau mouvement nommé ETTAHADI. Seule une poignée de ses anciens dirigeants, opposés à la dissolution, ont refusé de participer au congrès, et proposent la constitution d'une "organisation démocratique et de classe", se référant toujours au "socialisme".

D'UN RALLIEMENT À L'AUTRE AUX RÉGIMES SUCCESSIFS

Ce parti, à vrai dire, n'avait jamais été réellement communiste, pas même dans sa prime jeunesse, puisqu'il était né stalinien, fondé le 18 octobre 1936 par des militants de la fédération d'Algérie du Parti Communiste Français. Le Parti Communiste Algérien avait été interdit par les autorités françaises à deux reprises, en 1939 en même temps que le PC en France, puis en 1955 dans les premiers mois de la guerre d'Algérie. Après une brève tentative de créer des "maquis rouges" indépendants du FLN, il avait négocié en juin-juillet 1956 l'entrée de ses membres individuellement au sein du FLN : sa première dissolution volontaire.

Le PCA n'a plus représenté rien d'autre qu'une nuance du mouvement nationaliste. Reconstitué à l'indépendance, mais interdit par Ben Bella quelques mois plus tard, le PCA clandestin apporta néanmoins à partir de 1963 son soutien au régime, dont il caractérisait les options de "socialistes", jusqu'à négocier en 1964 sa re-dissolution au sein du FLN.

Le renversement de Ben Bella par Boumediene, en juin 1965, conduisit les dirigeants du PCA à créer, avec un certain nombre de militants du FLN, une Organisation de la Résistance Populaire (ORP) contre ce qu'ils avaient appelé un "coup d'État fasciste". Des militants communistes algériens furent arrêtés, certains torturés. Quelques mois plus tard, le 26 janvier 1966, l'ORP, essentiellement son ancienne composante PCA, se transformait en Parti de l'Avant-Garde Socialiste (celui qui vient de se dissoudre), parti à l'époque clandestin dont la brochure-programme disait qu'il *"n'était pas communiste, mais n'était pas anticommuniste"*.

Et le nouveau PAGS se ralliait progressivement au régime de Boumediene, même si nombre de ses militants se trouvaient parfois les premiers jetés en prison lors de grèves ouvrières. A la mort de Boumediene, même scénario. Le PAGS, qui avait soutenu un autre candidat à la succession, garda un temps ses distances vis-à-vis du régime Chadli... avant de s'y rallier, comme il s'était rallié à Ben Bella puis à Boumediene.

DE LA FIN DU PARTI UNIQUE JUSQU'À CELLE DU PAGS

Depuis, le FLN n'est plus parti unique. Le PAGS comme bien d'autres est devenu un parti légal. Mais il n'a pas eu, pour autant, de politique plus autonome qu'avant.

Dans les événements d'octobre 1988, les militants du PC ont été présents et durement frappés par la répression. Mais ils n'ont pas proposé de politique à la classe ouvrière et à la population pauvre qui avait fait irruption sur la scène politique. Le PAGS s'est contenté de mener des campagnes contre la répression tout en prenant parti parallèlement pour l'arrêt des grèves. Et le PAGS a laissé ainsi aux démagogues islamistes la possibilité d'apparaître comme les seuls opposants déterminés au régime. Après quoi le PAGS n'a plus eu qu'à se jeter à nouveau, au nom de la lutte contre l'islamisme et pour la "modernité", dans les bras du pouvoir, jusqu'à soutenir Chadli dans sa politique de libéralisme économique et de privatisations, pour une étape "indispensable" de capitalisme moderne, disait le PAGS. Après le succès électoral des islamistes de décembre 1991, il était l'un des premiers à appeler l'armée au secours.

La fin de l'URSS et des régimes des pays d'Europe de l'Est faisait disparaître les seules références qui animaient les militants du PAGS et les amenaient à se distinguer un peu du reste des courants nationalistes algériens.

Lors des élections municipales de juin 1990, aux côtés de quelques listes officielles du PAGS, le parti donnait le feu vert à ses membres pour se présenter là où ils voulaient, sur des listes indépendantes "démocrates", avec leurs collègues du même milieu social (ingénieurs ou enseignants) ; ce que plus d'un s'est empressé de faire. Et aux élections de décembre 1991, le PAGS ne présentait plus personne.

Pendant des mois, les dirigeants du PAGS avaient surtout tenté de participer à la construction du RPN (Rassemblement Populaire National) : il s'agit d'un rassemblement pro-gouvernemental que Boudiaf avait cherché à lancer. Ce RPN a continué à vivoter après la mort de Boudiaf, avec de multiples batailles de clans au sommet mais sans prendre jamais vraiment forme. Et en même temps qu'il s'est dissous, l'ex-PAGS a décidé de créer, avec un certain nombre de personnalités venues d'autres horizons politiques, un mouvement, ETTAHADI.

Au congrès de dissolution, 25 seulement des 67 membres du comité central élus au congrès précédent (décembre 1990) étaient dans la salle : les 21 membres opposés à la dissolution avaient, eux, refusé d'y participer. Quant aux autres, ils étaient déjà partis d'eux-mêmes vers d'autres horizons.

Il reste donc du PAGS la poignée de ceux qui n'ont pas voulu participer au dernier congrès et refusent la dissolution. Mais la déclaration publiée dans la presse par neuf d'entre eux au lendemain du congrès, sous le titre *"Le combat continue pour la démocratie, le progrès et le socialisme"*, n'en dit pas long sur leur programme, si ce n'est qu'ils semblent proposer surtout de ne faire que continuer (si tant est qu'ils en aient la force) la politique qui a conduit le PAGS à son auto-dissolution.

Ceux qui, en Algérie, veulent défendre véritablement les idées communistes ne peuvent se reconnaître ni dans les idées, ni dans les dirigeants de l'ex-PAGS, quelle que soit l'attitude qu'ils ont prise au moment de sa dissolution. Ce sont des partisans de la "modernité" et de "l'appel à l'armée". Pas de la lutte de classe, ni du communisme.

Olivier BELIN

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

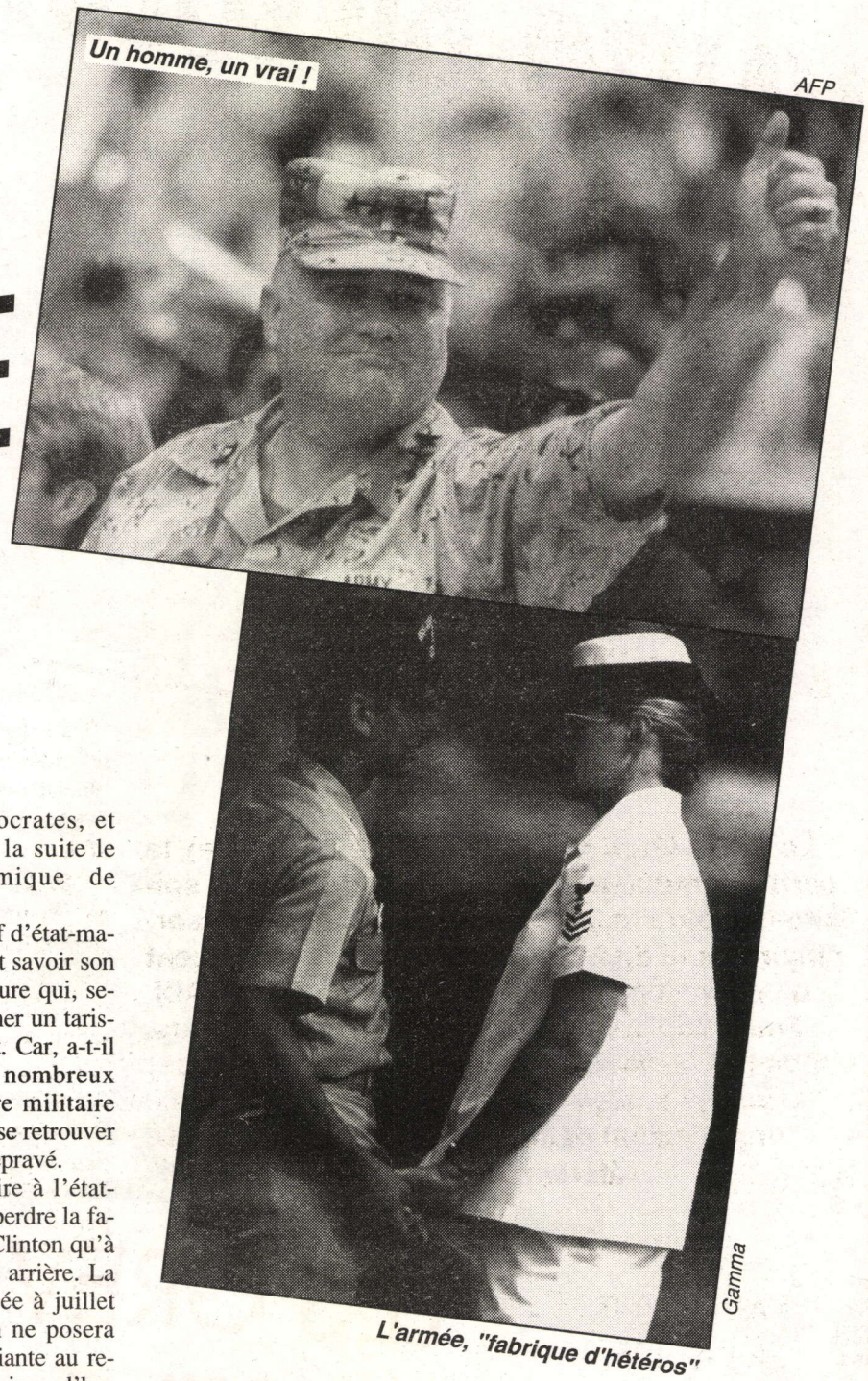
BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

USA

Clinton et les homosexuels dans l'armée

PLUS FACILE DE PROMETTRE QUE DE TENIR


Un homme, un vrai ! AFP

L'armée, "fabrique d'hétéros" Gamma

Clinton, à défaut de pouvoir tenir ses promesses coûteuses, avait certainement pensé qu'il pourrait plus facilement tenir ses promesses "bon marché", notamment celle concernant la situation des homosexuels américains dans l'armée. Il n'en a rien été.

Depuis 50 ans, aux Etats-Unis, les homosexuels avoués sont tenus à l'écart de l'armée. Le questionnaire d'enrôlement comporte une question sur les *"orientations sexuelles"* des postulants. Et toute réponse franche (affirmative) est sanctionnée par un refus d'incorporation... On peut dire qu'une telle exclusion, sans doute humiliante, leur évite malgré tout les pires désagréments, à lire une publication militaire, comme le *Marine Corps Gazette* qui écrit que *"la Bible a un message très clair à propos des homosexuels : ils méritent la mort."*

Cela n'empêche pas l'armée de compter des milliers d'homosexuels clandestins et d'en expulser chaque année de ses rangs les quelques centaines qui, d'une façon ou d'une autre, sont sortis de leur réserve.

La réforme de Clinton n'était pourtant pas d'une grande audace : tout au plus supprimer cette mesure restrictive, mais il a voulu procéder par décret et sans consulter l'état-major ou le Congrès... et s'est heurté à plusieurs réactions.

Il y aurait eu, paraît-il, un demi-million de coups de téléphone de protestation adressés à des sénateurs ou à des députés. Plus gênant, la minorité républicaine du Congrès a fait savoir qu'elle n'accorderait son soutien sur le programme de redressement économique qu'à la condition que les mesures restrictives sur les homosexuels dans l'armée soient rétablies. Un terrain où elle risquait d'entraîner un certain nombre de parlementaires démocrates, et donc de bloquer par la suite le programme économique de Clinton.

De son côté, le chef d'état-major, Colin Powell, a fait savoir son opposition à cette mesure qui, selon lui, pourrait entraîner un tarissement du recrutement. Car, a-t-il dit en substance, de nombreux candidats à la carrière militaire n'accepteraient pas de se retrouver dans un milieu aussi dépravé.

Pour ne pas déplaire à l'état-major, donc sans trop perdre la face, il ne restait plus à Clinton qu'à faire une demi-marche arrière. La réforme a été repoussée à juillet prochain. D'ici là, on ne posera plus la question humiliante au recrutement et les exclusions d'homosexuels en cours sont suspendues. Si la réforme projetée voit le jour, elle devrait consister en un code de bonne conduite pour les militaires homosexuels.

L'ordre moral est bien gardé, par les gradés, et Clinton n'a qu'à bien se tenir. Garde-à-vous, fixe ! On peut comprendre que les homosexuels contestent la discrimination qu'ils subissent, mais, en fin de compte, est-il si désastreux que cela de ne pas entrer dans la carrière militaire ?

Jacques FONTENOY

Ile de la Réunion

MÊME LES CYCLONES N'AIMENT PAS LES PAUVRES

ARC

Le cyclone Colina est passé sur l'Ile de la Réunion, le 19 janvier dernier, soufflant des rafales de 180 à plus de 200 km/h en montagne.

Dans cette région de l'Océan Indien et en cette période de chaleur les cyclones ne sont pas chose rare. Ainsi depuis le début de l'année cinq cyclones se sont déjà formés et la météo a établi une liste de 22 noms pour ceux qui risquent de se former. Depuis Colina, un autre est passé dans le canal du Mozambique provoquant une lame de fond sur Saint-Pierre et Saint-Leu le 22 janvier, et le 26, l'alerte 1 était déclenchée à l'approche du cyclone Edwina.

On le voit, malgré la fréquence des cyclones et la prévision permise par les moyens météo d' images par satellites, en particulier, chacun provoque son lot de victimes parmi les plus pauvres.

Même si les vents n'ont pas atteint des proportions exceptionnelles (Colina a été jugé plutôt de faible intensité) il n'y a pas eu moins de 2400 personnes obligées de quitter leur habitation en catastrophe pour trouver refuge dans des centres d'hébergement. Ceci car leurs cases ont été soit détruites, soit inondées où risquaient de l'être.

Le nouveau préfet Hubert Fournier, arrivé il y a à peine deux mois, déclarait à la presse que *"la situation des habitations n'est pas jugée préoccupante,"* montrant ainsi son mépris pour tous les pauvres sinistrés qui ont souvent tout perdu de leur maigre bien. Il est vrai que ce monsieur montre qu'il ne vit pas dans des bidonvilles qui risquent de s'envoler ou d'être inondés à tout moment.

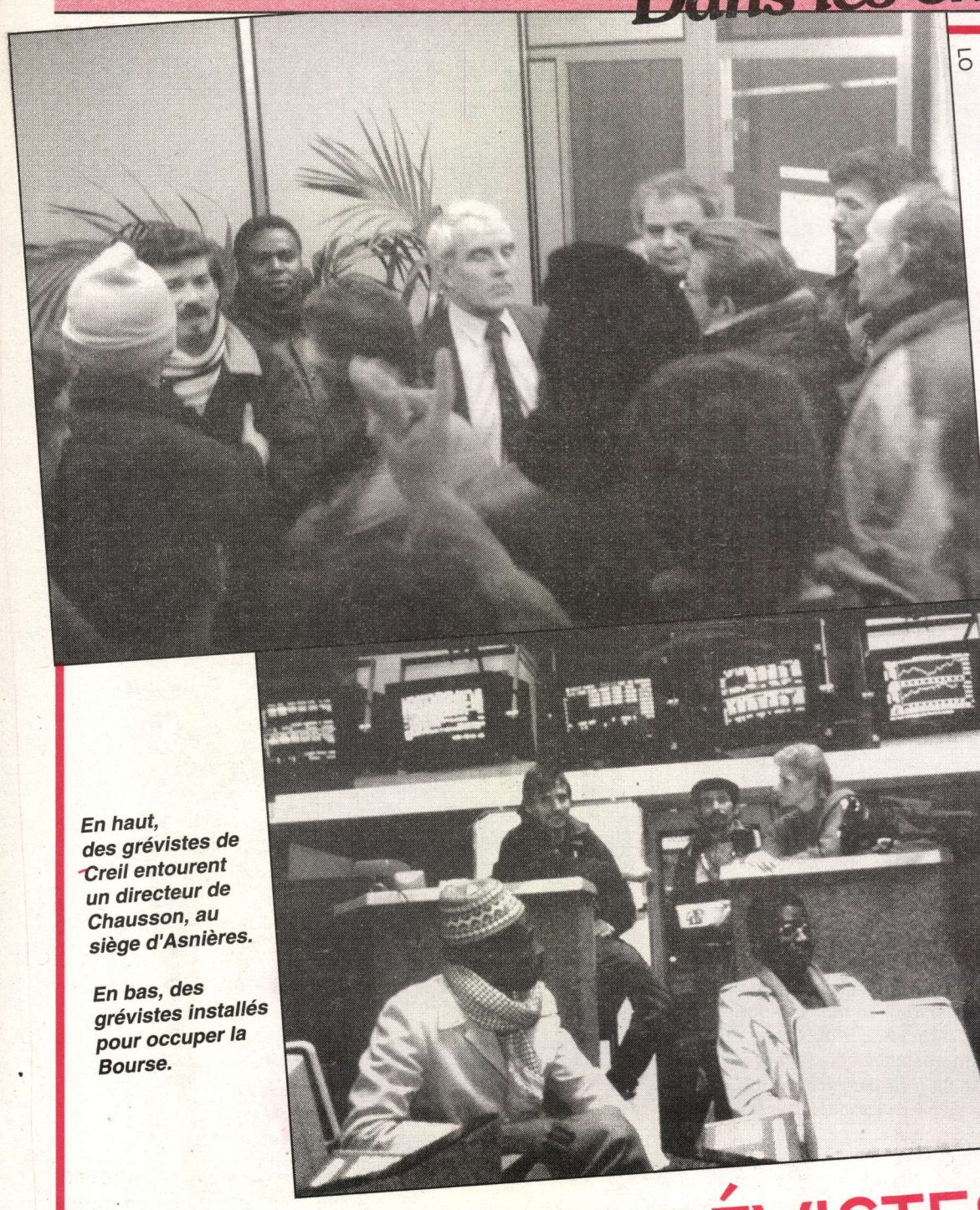
Même si ce nouveau préfet n'a pas l'air de s'en préoccuper, le logement est un des plus gros problèmes avec le chômage.

Pour satisfaire le besoin en logements d'ici l'an 2000 des 600 000 habitants de l'île il faudrait construire 12 000 logements par an. A peine 5 000 ont été construits en 1992.

D'où le recours au système D : constructions sauvages avec peu de moyens, souvent dans des zones à risque, bord de mer, ravines, sous des remparts (falaises)... et la persistance de milliers de bidonvilles surpeuplés.

Les constructions sociales, les LTS (logements très sociaux), les immeubles HLMR ou des SIDR sont fabriqués dans le plus grand mépris des futurs habitants venant des couches les plus pauvres de la population, à tel point que les inondations et les infiltrations abondent dans les appartements.

Dans cette île le confort d'un pauvre n'a que très peu de valeur.



Gamma/Landmann

En haut, des grévistes de Creil entourent un directeur de Chausson, au siège d'Asnières.

En bas, des grévistes installés pour occuper la Bourse.

Chausson-Creil en grève contre les 1104 licenciements

PLUS QUE LA LUTTE

LES GRÉVISTES ENVAHISSENT LA BOURSE

Après trois semaines, la grève contre les 1104 licenciements s'est renforcée régulièrement toute cette dernière semaine à Creil.
La direction Chausson comptait sur l'arrivée des fiches de paie largement amputées pour que le découragement s'installe, mais c'est le contraire qui s'est passé. Enfin et surtout le comité de grève a organisé et assuré le succès des actions qui correspondaient au souhait général des grévistes, et du coup, le crédit du comité de grève s'est encore renforcé.

Puisque les patrons de Chausson (Renault et Peugeot) gardaient le silence, face aux exigences des grévistes, l'assemblée générale donna mandat au comité de grève d'organiser des actions surprises un peu marquantes, qui permettent de faire savoir que les travailleurs de chez Chausson n'étaient pas prêts à se laisser faire.

Une action de ce type ayant été prévue par le comité de grève pour le jeudi 28 janvier, il y eut plus de monde à l'assemblée générale du matin : environ 400 personnes venues pour agir. Une centaine resta à l'usine pour garder les portes, pendant que 300 autres prirent le train, puis le métro. Pour dérouter les Renseignements généraux, on annonça un faux objectif, et les grévistes s'acheminèrent vers le métro Bourse où ils descendirent, donnant comme prétexte qu'ils étaient en avance. Une quinzaine de grévistes avaient été désignés par le comité de grève pour courir bloquer les portes de la Bourse. Les quatre policiers des Renseignements généraux, facilement repérés, furent neutralisés et on leur interdit l'utilisation de radios portables. Et il ne fut ensuite pas trop difficile, quelques minutes plus tard, d'envahir à 300 le grand hall du bâtiment de la Bourse et d'interrompre les opérations qui s'y déroulaient.

L'accueil enthousiaste du personnel de la Bourse

Les grévistes se mirent à distribuer au personnel de la Bourse des tracts qui expliquaient : *"Si nous sommes aujourd'hui à la Bourse, c'est que nous considérons les patrons dans leur ensemble coupables du sort qu'on voudrait nous réserver."*

Le personnel, assez jeune, accueillit avec des cris de sympathie les grévistes de Chausson. Ils apprécièrent cette mise au repos forcée. Ils applaudirent la prise de parole du représentant du comité de grève qui rappela que le personnel de la Bourse avait lui aussi eu à subir ces dernières années des licenciements massifs. Et les slogans, criés, chantés, étaient repris pas seulement par les grévistes de Chausson, mais par des employés de la Bourse.

On indiqua aux manifestants qu'il serait bon de ne pas oublier d'aller rendre visite au quatrième étage, là où se trouve le MATIF (le marché des obligations à terme), plus important que ce qui se traite dans le hall. Dans la salle du MATIF, bloquée pour la première fois, l'ambiance fraternelle et joyeuse se réchauffa encore. Un vrai petit spectacle fut improvisé qui fit bien rire grévistes et employés de la Bourse.

Finalement les officiels se présentèrent pour connaître les exigences des grévistes. On leur répondit que les grévistes exigeaient un contact direct avec Bérégovoy ou Strauss-Kahnn et les PDG de Renault et Peugeot, en vue de l'annulation du plan ou encore... le versement immédiat de 2 milliards (soit 50 millions de centimes à chaque salarié de Chausson). Ils refusèrent...

Une journée dont tous se souviendront

L'occupation dura un peu moins de 5 heures. À 14 h 30 la direction de la Bourse annonça aux employés qu'ils pouvaient partir, leur accordant ainsi une petite sortie anticipée.

La journée s'était passée en discussions. Les employés nous encourageaient en disant : *"Surtout tenez le coup, ne partez pas. Et puis revenez sans faute demain : c'est la clôture du mois boursier"*. 2 400 F de soutien furent récoltés. Et le comité de grève donna l'ordre de repli, après le départ des employés, vers 15 h 30. Tout le monde était content de s'être fait entendre et voir. L'occupation de la Bourse, en effet, n'était pas passée inaperçue puisque des chaînes de télé nationales en avaient parlé.

Tout le monde est sorti, ragaillardi par l'accueil reçu. Et les grévistes qui n'avaient pas participé à l'action étaient fiers aussi de ce qu'avaient fait leurs camarades, au nom de tous les travailleurs, contre les licencieurs et leurs soutiens.

Le lendemain vendredi les abords de la Bourse étaient solidement gardés par les gardes mobiles... mais c'était un peu tard.

Correspondant LO

Les manœuvres de la direction font long feu

La direction a fait semblant pendant une semaine de vouloir négocier, elle a enregistré, sans la rejeter, la revendication : un engagement qu'il n'y aurait aucun licenciement sec. Elle a commencé à revenir sur les procédures de licenciements pour fait de grève : quatre ont été supprimées d'abord, puis les six autres, mais sous condition du rétablissement de "la liberté du travail". Mais à la troisième séance, le directeur de l'usine était déchargé de ses pouvoirs de négociations (c'est un homme de Peugeot), et le PDG (c'est un homme de Renault) reprenait le dossier en main.

En effet, avec le chômage et les différents mouvements, cela fait sept semaines, si on totalise donc les journées de grève et celles de chômage partiel, qu'aucun Trafic (l'unique fourgon moyen de Renault) n'a été produit, et les stocks sont vraiment cette fois épuisés.

Cela dit, le PDG posait un ultimatum et exigeait le rétablissement de "la liberté du travail". Notion artificielle, car s'il y a des piquets à l'extérieur, les portes sont grandes ouvertes, et c'est surtout une pression morale qui existe, et c'est cela que la direction ne supporte pas. Mais même cet ultimatum fixé au mardi 2 février à 12 h a fait long feu, l'après-midi du même jour, elle refixait déjà un nouveau rendez-vous en fin de semaine et sans condition.

licenciements

JE JAMAIS TE CONTINUE

Il est difficile de dire si c'est pour aller vers des propositions concrètes, maintenant qu'elle a dû constater que toutes ses manœuvres ont échoué : d'abord l'envoi d'une lettre quotidienne de pression, ensuite l'envoi d'une lettre pour soi-disant assurer la paye à ceux qui se déclareraient non-grévistes (promesse non tenue), enfin l'arrivée de la paye de janvier, ramenée à 2 000 F ou 2 500 F pour les grévistes.

En fait, la semaine a été surtout marquée par l'intensification des initiatives des grévistes.

Les grévistes renforcent leurs actions et leur organisation

Le tournant de la semaine a été le succès de l'investissement de la Bourse (voir article ci-contre). Cela a assuré non seulement le moral des manifestants, mais aussi le moral général des grévistes. Les assemblées quotidiennes du matin ont réuni plus de monde (variant de 500 à plus de 600 personnes).

Le comité de grève a fait voter à l'assemblée générale le principe d'une mobilisation générale quotidienne et a organisé les actions, faites dans la discrétion pour des raisons d'efficacité, correspondant à la volonté générale et exprimant le sentiment de vouloir répondre coup par coup. Le vendredi 29 février, les grévistes étaient mobilisés pour intercepter le ministre de l'Environnement, Ségolène Royal. Celle-ci annula son déplacement dans l'Oise. Les grévistes dirent leurs quatre vérités à son directeur de cabinet.

Le samedi 30, malgré une semaine bien remplie et une certaine décompression du week-end, les grévistes se retrouvèrent à 120, avec le comité de grève, en distribuant un tract, à la manifestation départementale pour l'emploi à Beauvais, organisée par les UD CGT, FO et CFTC. Le lundi 1er, 160 grévistes investissaient le siège social Chausson à Asnières, et causaient à deux doigts des moustaches avec le directeur des Affaires sociales, le PDG étant absent.

Le mardi 2, 350 grévistes montaient à Paris, déjouant le dispositif de surveillance policier, et investissaient la délégation à l'Emploi (dépendant du ministère du Travail), là où sont regroupés et traités tous les dossiers de licenciements collectifs et les dossiers où les patrons sollicitent des aides (FNE, convention ou congés de conversion, etc.). Comme la Bourse, cela assura un impact médiatique (radio et télé). Mais les grévistes, qui jetaient par les fenêtres les dossiers rassemblés, tenaient à faire un geste symbolique contre le gouvernement au service des licencieurs, comme ils l'ont expliqué dans leur tract. C'est ce que savaient très bien expliquer les grévistes. Les centaines de CRS rapidement regroupés restaient en retrait et le gouvernement préférait proposer une rencontre immédiate avec le directeur de cabinet de Martine Aubry, qui a débouché sur de nouvelles promesses… de légères initiatives gouvernementales.

Mais la confiance des grévistes a été renforcée lorsqu'ils ont constaté leur efficacité et la possibilité qu'ils avaient ainsi de rendre les coups et de briser le silence. Bref de montrer leur force. TF1 s'est sentie obligée de faire un reportage complet sur la grève mardi 2 au journal de 13 heures.

Il est bien difficile de dire s'il y aura réellement des avancées cette semaine, mais pour le moment, le moral des grévistes est à la hausse : plus il y a des actions, plus cela monte. Par ailleurs, le comité de grève a commencé à rassembler des sommes de plus en plus importantes, les municipalités et même les commerçants donnent ; la restauration (casse-croûte et café) est assurée gratuitement aux grévistes sur présentation de la carte de gréviste. Et le caractère démocratique de la grève est lui aussi assuré, les militants syndicalistes de tous les syndicats acceptent sans problème le principe de cette organisation. Alors plus que jamais la lutte continue.

Correspondant LO

Des employés de Hoover, qui doivent être licenciés.

GAMMA

Licenciements

POUR LE PATRONAT LA LUTTE DE CLASSES N'EST PAS MORTE : IL LA MÈNE !

Après les plans de suppressions d'emplois annoncés la semaine dernière par la direction de Hoover (700 postes supprimés), de Renault-Véhicules-Industriels (1346 emplois en cause), la presse vient d'annoncer la fermeture prochaine de l'usine Yoplait à Ivry qui se traduira par 130 suppressions d'emplois, ainsi qu'une réduction des effectifs de Sopalin à Sotteville (312 personnes en moins), sans oublier les 307 suppressions d'emplois des usines de papier de gestion de Moore France. Tout cela s'ajoute aux plans déjà annoncés concernant Chausson Creil, Tréfimétaux, Alcatel Telspace Nanterre, Peugeot, IBM etc, et à tous les plans dont les journalistes ne parlent pas et qui vont se traduire partout, dans toutes les branches d'activité et dans toutes les régions par une augmentation considérable du chômage.

En effet tous ces plans de suppressions d'emplois comportent la plupart du temps, d'entrée de jeu un certain nombre de licenciements secs. Et tout le monde sait que nombre de propositions incluses dans les plans sociaux qui accompagnent les plans de réductions d'effectifs n'auront d'autre effet, pour bien des travailleurs concernés que celui de retarder le moment où ils se retrouveront au chômage.

La nouvelle loi ne changera pas fondamentalement les choses en ce domaine. Car demain comme aujourd'hui un stage de formation n'entraînera pas forcément une embauche ultérieure. On imagine facilement que la plupart des offres de reclassements que les patrons seront tenus de faire se traduiront par des propositions d'emplois éphémères. Quant aux encouragements à la création d'entreprises, elles ont toutes les chances de ne conduire à rien.

Ce serait une naïveté de croire que cette nouvelle loi qui oblige les patrons à proposer un plan de reclassement va donner des garanties aux travailleurs. Les patrons auront peut-être quelques tracasseries administratives supplémentaires pour arriver à leurs fins. Mais ces gens- là sont passés maîtres en l'art de contourner les lois et les règlements qui visent à protéger les intérêts des salariés.

Cette spectaculaire vague de licenciements est loin de ne toucher que des entreprises en difficultés. Sopalin annonçait des bénéfices importants en octobre dernier. Alcatel Telspace appartient à un trust qui annonce des bons résultats. Norton fait partie de Saint-Gobain, dont les actionnaires n'ont pas de quoi pleurer misère. Et à chaque fois que les plans de licenciements sont annoncés, on voit les cours en bourse des actions grimper pour le plus grand profit des détenteurs de capitaux. C'est que le patronat mène une offensive tous azimuts pour abaisser les coûts de production et augmenter ses profits. Les réductions d'emplois lui servent bien sûr à réduire la part des salaires non seulement parce que le nombre de salariés est moindre, mais aussi parce que globalement la menace que l'extension du chômage fait peser sur l'ensemble des salariés contribue à tirer tous les salaires vers le bas en même temps qu'à faire pression sur ceux qui ont un emploi pour qu'ils travaillent plus vite et qu'ils acceptent les conditions d'horaires et de travail que les patrons veulent leur imposer.

Quant au recours à la préretraite progressive ou à la généralisation du travail partiel préconisée par cette même loi, elle a toutes les chances, sous prétexte de partage du travail, de faire qu'un nombre croissant de travailleurs voient leurs ressources diminuer très fortement.

Alors c'est certain, le patronat se sent les mains libres. Sur le plan politique, il a toutes les raisons de profiter de ce que la gauche est encore au pouvoir pour annoncer des projets qui contribuent à discréditer un peu plus les politiciens socialistes auprès de leur électorat. Et puis, l'annonce de tous ces plans de réductions d'effectifs donne le ton de la politique que le patronat exigera de voir mener par les politiciens de droite, même ceux bien sûr qui aujourd'hui, démagogie électorale oblige, pleurent sur le sort des chômeurs.

Cette politique de classe, que la bourgeoisie mène méthodiquement pour accroître ses profits au détriment de la classe ouvrière et de l'ensemble des salariés, est en tout cas la preuve qu'il est temps pour la classe ouvrière de réagir et de mener aussi , de son côté, la lutte de classe, plus que jamais à l'ordre du jour.

Henriette MAUTHEY

Spéculation contre le franc

Au cours du dernier week-end de janvier, la monnaie irlandaise (la punt) a été dévaluée de 10%, ce qui a eu pour conséquence une nouvelle spéculation contre la monnaie française, avec les risques de dévaluation que cela comporte.

"Le franc n'est pas la punt irlandaise" a réagi Michel Sapin, ministre des Finances, ajoutant qu'une nouvelle spéculation contre la monnaie française trouverait son ministère et les pouvoirs publics mobilisés pour ne pas céder, ne pas dévaluer. Ce qui n'a évidemment pas empêché les spéculateurs de spéculer contre le franc, tout comme ils l'avaient fait en septembre dernier contre la livre britannique, dans la perspective de ramasser cette fois encore un joli paquet au passage.

Le Système Monétaire Européen (SME), ses mécanismes et les liens à l'intérieur de celui-ci entre le franc français et le mark allemand, se retrouvent à peu près inefficaces devant le jeu des spéculateurs. De même, les autorités de la Banque de France, comme celles de son équivalent allemand, la Bundesbank, restent impuissantes. Et ce ne sont pas bien sûr les déclarations des ministres respectifs de l'économie qui ont quelque chance d'impressionner les détenteurs de capitaux, industriels et banquiers, pour qu'ils abandonnent leurs manœuvres.

Ces manœuvres se mènent à coups de centaines de milliards. Ces sommes astronomiques, qui ne sont pas investies dans la production, qui n'y ont jamais été ou en ont été retirées, appartiennent à des capitalistes, étrangers mais aussi français, leur seul drapeau en fait étant celui de l'argent. Et il ne s'agit pas là de petits rentiers ! Car les grands groupes et sociétés français ne se gênent pas plus que les autres pour spéculer, aujourd'hui, contre le franc. Comme ils l'ont fait, d'ailleurs en septembre dernier, en France, lorsqu'avec des groupes industriels, les caisses de retraites complémentaires et les compagnies d'assurances nationalisées se sont livrées à une spéculation intense contre le franc. Cela fait d'ailleurs partie de leur fonctionnement "normal", de la gestion efficace de leurs avoirs.

En plaçant et déplaçant des milliards d'une place boursière à une autre, en achetant et vendant tour à tour des actions, des titres et des monnaies, les spéculateurs engrangent des profits colossaux et immédiats. Selon la loi de l'offre et de la demande, ceux qui interviennent en Bourse, ici ou n'importe où dans le monde, achètent le moins cher possible et vendent le plus cher possible. Aujourd'hui, encouragés par la dévaluation de la monnaie irlandaise (après celle de la livre anglaise et de la lire italienne en septembre dernier) et jouant le mark allemand contre le franc français, ils peuvent entreprendre de vendre de la monnaie française, de s'en débarrasser par milliards pour anticiper une éventuelle dévaluation. Du même coup, ils risquent de déclencher effectivement cette baisse de la monnaie française. Mais ce n'est pas leur problème ! Leur problème est de ne pas être pris de court par une opération spéculative qu'ils n'auraient pas saisie à temps. Car s'ils restaient à l'écart, cela se traduirait par un manque à gagner important, c'est-à-dire, selon leur façon de raisonner, par des pertes. Ni les banques ni les industriels ne sont prêts à renoncer à ce jeu-là, à cette fuite en avant.

Il ne reste plus alors au gouvernement qu'à se préparer à racheter massivement sa propre monnaie afin de tenter d'enrayer la baisse... Mais au risque d'accroître encore les déséquilibres et les jeux spéculatifs, avant de présenter la note aux contribuables, salariés ou chômeurs.

Lucienne PLAIN

LES GROSSES SOCIÉTÉS SPÉCULENT, APRÈS ELLES LE DÉLUGE !

AFP

Euphorie à la Bourse, à la fin de l'année 1990.

LA CRISE ? PAS POUR TOUT LE MONDE

En dix ans, les valeurs boursières ont presque été multipliées par cinq

Récession, crise économique, patrons et journalistes se relayent pour enfoncer le clou et faire admettre aux travailleurs des sacrifices, qu'il s'agisse du blocage des salaires ou des licenciements.

Pourtant, crise ou pas, les affaires continuent à marcher et l'argent coule à flot pour les capitalistes. Pour preuve, la progression de la Bourse. Certes, les milieux financiers se lamentaient récemment parce qu'à la Bourse de Paris les valeurs françaises ont perdu au cours du mois de janvier *"la quasi-totalité du petit gain de 5,22% péniblement engrangé en 1992"*, comme le note *Le Monde* du 31 janvier, mais ils se sont bien gardés de rappeler que, sur la période 1982-1992, l'indice général des Sociétés de Bourse a enregistré une progression moyenne de 481%, et ce malgré les deux mini-cracks de 1987 et 1990. En clair, cela signifie que ceux qui avaient investi 1 million de francs se retrouvent aujourd'hui à la tête d'un capital de 4,8 millions. Presque cinq fois plus ! Un score bien loin de l'évolution du coût de la vie qui sur la même période n'enregistre que 170% de hausse. Quant au pouvoir d'achat des salariés, avec une progression moyenne inférieure à 1% par an – pour ceux qui ont encore un travail ! –, il arrive bien loin derrière.

Cette évolution de la Bourse explique d'ailleurs l'afflux de capitaux vers toutes les formes de placement. Ainsi, l'ensemble des capitaux investis à la Bourse de Paris a fait un bond de 1 300 milliards de francs en 1983 à plus de 4 000 milliards en 1990. Preuve que l'argent existe. Mais ces capitaux ne servent pas à développer la production, à investir dans des machines ou de nouvelles usines. Ainsi de 1972 à 1990, le taux de croissance annuel moyen des investissements industriels a plafonné autour de 1,9%, ce chiffre englobant d'ailleurs les implantations à l'étranger, de plus en plus nombreuses depuis quelques années. De même, la production industrielle, c'est-à-dire les richesses créées par les entreprises et le travail des salariés, n'a que faiblement progressé, avec seulement un peu plus de 15% entre 1982 et 1992.

En fait, tandis que chaque spéculateur ou boursicoteur cherche à acquérir une participation aux bénéfices escomptés chaque année, les entreprises utilisent les fonds mis à leur disposition pour d'un côté spéculer sur les marchés financiers notamment, et pour d'un autre côté licencier, restructurer et augmenter l'exploitation des travailleurs, en obtenant une production équivalente avec un moindre effectif et une masse salariale diminuée.

Alors pour l'instant, et contrairement aux jérémiades que l'on entend ici ou là, les bourgeois petits et grands sont loin d'être les perdants de la crise. Au contraire, malgré le ralentissement économique, leurs richesses n'ont cessé de croître tandis qu'à l'autre bout de la société, les travailleurs ne récoltaient que blocage des salaires, chômage et RMI.

R. M.

Trailor (Lunéville – 54)

DES LICENCIEMENTS PAS DU TOUT "SOCIAUX"

LO

Une assemblée devant l'usine

C'est mercredi 27 janvier que les lettres de licenciements sont arrivées chez 97 travailleurs de Trailor à Lunéville.

Pendant des journées entières direction et syndicats avaient négocié le "plan social". Mais la montagne a accouché d'une souris et ces négociations n'ont rien changé si ce n'est qu'elles ont contribué à endormir tout le monde et à faire régner un flou artistique sur le nombre exact de licenciements.

Ce qu'il y a de sûr c'est que la direction supprime 196 emplois sur 782 (au lieu des 211 initialement prévus) et que 97 travailleurs ont reçu une lettre de licenciement le mercredi 27 janvier. S'ajoutent à cela des préretraites FNE à 55 ans pour 53 travailleurs et une proposition de mi-temps jusqu'à un départ en préretraite pour une vingtaine de travailleurs âgés de plus de 54 ans payés 70 % du salaire net, c'est-à-dire avec une grosse perte de salaire. Plus des stages. Le tout faisant 196 suppressions d'emplois.

La direction a prétendu qu'il y aurait de nombreux reclassements au sein du groupe, dans des succursales un peu partout en France et que bon nombre de travailleurs licenciés se verront proposer un autre poste. Mais tout le monde est méfiant.

Mercredi la CGT avait appelé les travailleurs à se rassembler devant l'usine. Licenciés et non-licenciés, nous étions près de 300, certains dégoûtés étaient restés chez eux. D'un groupe à l'autre chacun demandait des nouvelles. Et pour tous l'écoeurement de voir la direction licencier des travailleurs ayant 20 ou 30 ans d'ancienneté, des pères de familles nombreuses.

Le syndicat CGT n'a pas été épargné non plus puisque 10 délégués (sur 22) sont licenciés (6 "secs" et 4 en préretraite). Et vendredi 29 janvier, lors du comité d'entreprise qui devait discuter du licenciement des délégués, la majorité des travailleurs a débrayé et bloqué la route devant l'usine. Il faut dire que la direction avait fait venir des vigiles musclés et que personne ne voulait travailler sous la surveillance des vigiles. Et puis tout le monde s'attend à une nouvelle vague de licenciements, la direction estimant dès aujourd'hui qu'il y a un sureffectif de 60 travailleurs.

A Lunéville le chômage représente 16 % de la population active. Et toutes les entreprises du secteur licencient : BRMC - qui appartient au groupe Promodès - située juste derrière Trailor licencie 70 travailleurs. Eprest, ex-usine TRT en mal de repreneurs, risque de fermer ses portes en juin et de licencier ses 300 salariés. Sans compter des usines comme Roch où il y a aussi des menaces de licenciements.

Et, bien sûr, dans toutes ces usines les patrons vont bien, et même très bien. Ainsi Trailor a fait des bénéfices records jusqu'à l'an dernier. Promodès a fait 450 millions de bénéfices en 1991 et Eprest Lunéville a fait 4 millions en 1992. Le patron de chez Roch, lui, six mois avant de demander à ses salariés d'accepter une baisse des salaires de 10 % soi-disant pour éviter des licenciements, s'était octroyé une prime exceptionnelle de 130 000 F ! On n'est jamais si bien servi que par soi-même !

Alors il faudra bien qu'un jour tous ensemble nous les fassions payer.

Correspondant LO

Norton (La Courneuve – 93)

LES TRAVAILLEURS PRIS EN OTAGE

Début novembre, Norton Saint-Gobain a annoncé un licenciement collectif qui concerne 64 suppressions d'emplois à La Courneuve, dont 33 départs en FNE. Les syndicats et les travailleurs ont contesté ces licenciements. Après de multiples démarches des organisations syndicales auprès de l'administration, la direction a fait quelques concessions. Cependant, la commission départementale d'agrément des FNE a fait savoir, il y a deux semaines, à la direction qu'elle ne donnait pas son accord à ce plan.

Plusieurs raisons auraient été mises en avant par la commission pour justifier son refus : l'insuffisance des mesures d'accompagnement du plan social qui ne prévoit que des FNE et des congés conversion ; l'absence de motif économique réel justifiant les licenciements ; le fait que le gouvernement recommanderait de limiter les FNE au maximum ce qui interdirait de demander des dérogations pour les quatre salariés qui n'ont que 55 ans ; et enfin, un retard de cotisations à l'URSSAF de 700 000 F.

Mais quelles que soient les raisons, Norton Saint-Gobain a immédiatement décidé au plus haut niveau d'envoyer des lettres de licenciement aux ex-FNistes, les transformant de volontaires au départ dans le cadre d'un FNE (il faut en effet être volontaire dans ce cas) en volontaires désignés d'office au licenciement !

Plusieurs de ces travailleurs se sont manifestés depuis, et sont venus à l'usine pour demander des comptes à la direction parlant à juste titre d'abus de confiance.

Le chef du personnel a expliqué qu'il pouvait revenir sur ces lettres si... l'administration cédait.

Autrement dit, ces travailleurs volontaires au FNE ont été pris en otage par la direction qui s'est servie d'eux comme monnaie d'échange vis-à-vis de l'administration pour la faire reculer.

Dans cette période où ils licencient à tour de bras, les patrons sont vraiment prêts à tout pour arriver à leurs fins, y compris à employer des méthodes de gangsters quand les pouvoirs publics leur font quelques difficultés parce qu'ils y vont un peu trop fort.

Nous ne savons pas encore si l'administration va reculer. Ce que nous savons, c'est qu'elle doit réexaminer le plan le 5 mars prochain, plan qui exclut désormais les quatre travailleurs âgés de 55 ans. Il semblait logique que cette décision suspende les licenciements entrepris par la direction. Mais il n'en est rien, elle les maintient et considère les FNistes en préavis. Il y a cependant le risque que ces travailleurs se retrouvent licenciés, c'est-à-dire aient terminé leur préavis, avant la signature de la convention FNE avec l'administration, ce qui est impossible puisqu'il faut être salarié pour en bénéficier.

Il a été demandé à la direction de prolonger le préavis de ces travailleurs jusqu'au 15 avril (il se termine théoriquement vers le 25 mars) pour éviter cela. Même pour cela elle se fait tirer l'oreille et les syndicats envisagent d'aller devant les tribunaux pour la faire céder.

Correspondant LO

LO

Hoover, Grundig, Rockwell, etc...

AFP

UNE CONSPIRATION ÉTRANGÈRE ?

NON, SIMPLEMENT LE JEU "NORMAL" DU CAPITALISME

Coup sur coup, les entreprises américaines Hoover (filiale du groupe Maytag) et Rockwell et l'entreprise allemande Grundig ont annoncé des suppressions d'emplois dans leurs usines situées en France, assorties de transferts d'activités vers l'étranger.

Il n'en a pas fallu plus pour déclencher une campagne de presse, allant de la droite au Parti Communiste, contre ces entreprises étrangères qui voleraient leurs emplois aux travailleurs français, accusant au passage le Traité de Maastricht de tous ces maux. Pour un peu certains nous feraient bien avaler que le chômage c'est la faute de l'étranger, comme d'autres, ou les mêmes parfois, essaient de nous faire avaler que le chômage est aussi la faute des immigrés.

Ce qui est vrai dans tout cela, c'est que les groupes capitalistes internationaux restructurent, se débarrassent des productions les moins rentables, se dégageant parfois en grande partie de la production tout court pour se reconvertir dans la prestation de service. D'une façon générale la récession est devenue le prétexte à tout faire pour réduire les coûts salariaux, et donc aggraver l'exploitation des travailleurs, de façon à faire monter les profits et à dégager le maximum de liquidités pour jouer sur un marché financier tellement plus profitable que la production elle-même. Et dans ce jeu de monopoly auquel se livrent les grands groupes capitalistes, une usine ici ou là n'est guère plus qu'une carte qu'ils jouent ou qu'ils défaussent, avec les travailleurs qui y sont employés, au gré de leurs paris sur les profits à venir.

Mais ce jeu-là, tous les groupes capitalistes s'y adonnent, aux USA comme en Allemagne et comme en France, et cela depuis longtemps. Cela fait belle lurette que le trust Thomson et les entreprises françaises d'électronique ont découvert les beautés de la sous-traitance voire de la construction d'usines dans les pays du soi-disant "miracle économique", de la Malaisie à la Grenade, au prix bien sûr de suppressions d'emplois en France. Et Peugeot, dont le PDG joue si volontiers les champions du protectionnisme au nom des intérêts de la population, n'a-t-il pas soudain augmenté la production dans son usine britannique de Ryton, au lendemain de la dévaluation de la livre sterling ? Sans parler de Renault et de ses usines et filiales ou associés aux quatre coins du monde. Eux aussi jouent au monopoly aux dépens de la classe ouvrière française, mais aussi, quand cela les arrange, aux dépens des classes ouvrières de bien d'autres pays.

Déplacer ses capitaux d'un point à un autre, fermer une usine ici pour encaisser le prix du terrain, en rouvrir une autre là pour encaisser les subventions d'Etat pour les créations d'emplois, jouer sur les écarts entre taux de crédit ou entre taux de change, tout cela n'est pas l'effet d'un capitalisme sauvage et néfaste venu de l'étranger, c'est tout simplement le cours normal de la chasse au profit, c'est le capitalisme tout court.

François ROULEAU

Gamma/Landmann

GRUNDIG PREND L'ARGENT ET SE TIRE

Créée en 1970 l'usine Grundig de Creutzwald en Moselle était paraît-il un symbole de la réindustrialisation du bassin minier lorrain. C'était en tout cas un symbole des aides que les trusts ont reçues pour s'implanter. Ainsi *L'Est républicain* du 30 janvier affirmait que Grundig avait reçu 15 millions de francs d'aides et 35 millions de prêts pour s'installer à Creutzwald. Soit en tout 5 milliards de centimes !

La semaine dernière la direction de l'usine annonçait qu'elle comptait fermer purement et simplement l'usine. Et aussitôt le président du Conseil régional de Lorraine, Gérard Longuet, se disait prêt, à nouveau, à mettre 4 millions de francs sur la table pour aider Grundig à rester en Lorraine.

Qu'ils créent des emplois ou qu'ils en suppriment les patrons gagnent à tous les coups ! En tout cas la population en manifestant à plusieurs milliers à Forbach samedi 30 janvier aux côtés des travailleurs de Grundig a montré qu'elle n'entendait pas que les 918 travailleurs de Grundig viennent grossir les rangs des chômeurs.

L'ENVERS DE HOOVER... DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA MANCHE

Les protestations des politiciens français contre la décision de Hoover de fermer son usine française de Longvic, près de Dijon, et de concentrer ses fabrications dans son usine écossaise de Cambuslang, ont eu pour pendant un communiqué de victoire du Premier ministre britannique John Major.

Entre le scandale déclenché par la menace de licenciements massifs dans les mines de charbon et les chiffres officiels du chômage qui approchent de plus en plus le cap des trois millions, Major n'allait quand même pas rater une telle occasion de porter les 400 créations d'emplois annoncées par Hoover en Ecosse au crédit de sa politique.

Bien que pour des raisons diamétralement opposées, les uns pour s'en indigner et les autres pour s'en vanter, mais les uns comme les autres avec une égale hypocrisie, voilà les politiciens français et anglais d'accord pour affirmer que si Hoover a pris pareille décision c'est grâce au succès de la politique anti-ouvrière du gouvernement britannique, qui aurait fait baisser les coûts de main-d'oeuvre en Ecosse à des niveaux défiant toute concurrence.

Evidemment, c'est également la justification que Hoover a lui-même avancée... en France en tout cas, arguant du fait que ses coûts de production en Ecosse seraient de 37% inférieurs à ce qu'ils sont en France. Mais ce chiffre, pour autant qu'il soit réel, inclut tout, y compris la dévaluation récente de la livre qui se trouve maintenant décotée de 19% par rapport au franc, les taux d'intérêts bancaires qui sont presque moitié moindres en Grande-Bretagne et les avantages fiscaux, plus importants qu'en France, qui s'attachent à la création d'emplois. Sans parler bien sûr des 48 millions de francs de subvention débloqués pour Hoover dans le cadre de l'aide à l'emploi dans les régions sinistrées. Avant même de parler des coûts salariaux, cela fait déjà bien des raisons qui pourraient expliquer la décision d'Hoover.

Cela ne veut pas dire pour autant, bien sûr, que Cambuslang soit un paradis pour les ouvriers. L'accord de deux ans, que viennent d'y signer les syndicats AEEU et MSF (syndicats des ouvriers qualifiés et des techniciens de la métallurgie et de l'électricité), à l'issue de négociations secrètes menées par les dirigeants nationaux de ces deux syndicats, constitue en effet un recul pour les travailleurs de l'usine. Fait significatif, le prétexte invoqué par les bureaucrates syndicaux pour signer a été la menace d'Hoover de... fermer Cambuslang et de transférer la production en France !

Tout d'abord l'accord prévoit d'en finir avec la pratique qui, comme c'est encore parfois le cas en Grande-Bretagne dans les secteurs d'ouvriers qualifiés, donne aux délégués un droit de regard sur les méthodes de travail. Dorénavant, la flexibilité dans les tâches sera totale et seul l'encadrement aura droit à la parole.

Sur le plan salarial, l'accord prévoit un gel des salaires d'un an en échange d'une prime unique de 1900F, ce qui représente l'équivalent de 2% de rallonge pour l'année (l'inflation vient de tomber à 3%). Par ailleurs, la majoration des heures de nuit tombe de 150 à 123%, soit une perte de salaire d'environ 1000F pour un ouvrier faisant deux semaines de nuit sur quatre et gagnant 9700F brut par mois.

Enfin, le principal recul, compte tenu du fait que le recours aux intérimaires et aux contrats temporaires était inconnu jusqu'alors comme dans bien des usines britanniques, tient en ce que les 400 futurs embauchés le seront sous contrats temporaires de deux ans, ce qui les privera en particulier de l'accord-maison sur l'indemnisation des congés maladie.

Dire, néanmoins, comme on a pu le lire dans la presse en France, que Hoover a infligé une défaite aux ouvriers de Cambuslang, serait exagéré. Dans l'ensemble cet accord réaligne surtout l'usine Hoover sur ce qui a été imposé depuis plusieurs années dans beaucoup d'entreprises du pays, souvent en pire d'ailleurs, en particulier dans de grandes entreprises telles que Rover, Vauxhall, Nissan, GKN, British Airways, BP ou le métro londonien, pour ne citer que les cas les plus connus. Et il n'est pas sûr que, même après cet accord, les ouvriers de Cambuslang se retrouvent plus mal lotis que bien des ouvriers français.

Quant à dire, comme s'en est vanté Major devant la presse, que l'épisode Hoover a prouvé l'efficacité de sa politique à *"extirper le monopole syndical de l'entreprise"*, c'est oublier un peu vite que la quasi-totalité des ouvriers de Cambuslang restent syndiqués, même si les bureaucrates syndicaux, eux, ne sont pas à la hauteur de la confiance des travailleurs.

François ROULEAU

Alcatel - Telspace (Nanterre - 92)

ALCATEL A AUGMENTÉ DE 20 % SES BÉNÉFICES MAIS VEUT SUPPRIMER 20 % DES EMPLOIS

Jeudi 29 s'est tenu le CCE qui devait annoncer officiellement les 347 suppressions d'emplois. La réunion a duré huit heures, mais elle aurait pu durer cinq minutes, car il n'en est rien sorti que nous ne sachions déjà.

Vendredi a eu lieu une assemblée générale pour en faire le compte rendu. Il y avait 800 présents. On n'avait jamais vu autant de monde réuni. Tous les délégués ont été applaudis, aussi bien celui de la CGT, argumentant sur le plan économique avec la direction, que celui de FO, défendant l'idée qu'on ne peut répondre au plan de la direction que par la grève.

De son côté, la direction a commencé à distribuer aux travailleurs un résumé de son plan social. Dans un des secteurs à l'origine des premières réactions collectives la semaine précédente, les travailleurs le barraient avec la mention *"lu et non approuvé"*. Lundi 1er février, on a collecté ces résumés surchargés et, à trois cents, on est allé les porter à la direction.

Le reste du temps, lorsqu'on ne manifeste pas notre mécontentement, l'ambiance n'est pas au travail.

Le prochain objectif, c'est d'aller le plus nombreux possible diffuser un tract à La Défense, pour informer les travailleurs des entreprises voisines de ce plan de licenciements et dénoncer la politique que mènent les patrons qui, en ce moment, licencient à tour de bras.

***

Le plan de réductions d'effectifs comporte la suppression de 347 emplois, dont 240 licenciements secs. Pourtant Alcatel est un groupe industriel qui ne connaît pas la crise.

Alcatel-Alsthom est un des principaux trusts français de l'électronique, numéro 1 mondial des télécommunications. Ses bénéfices ont progressé de 20%. Pourtant, Alcatel propose de licencier 20% de l'effectif !

Et ce n'est pas la première fois que la direction réduit ainsi l'effectif ! Depuis 1981, elle a utilisé tous les moyens mis à sa disposition par les différents gouvernements pour supprimer près de 1 000 emplois (sur un effectif initial de 3 000) : contrats de solidarité, garantie de ressources, FNE, licenciements sous prétexte de modifications technologiques... La direction a complété le tout par une chasse systématique aux travailleurs âgés de plus de 56 ans, contraints au licenciement par les pressions de la direction dite des "relations humaines".

Mais, cette fois, toutes les catégories sociales sont visées : ouvriers, administratifs, agents de maîtrise, techniciens électroniciens et autres, ingénieurs et cadres. Et surtout il y aura 240 licenciements secs, même si la direction dans un document de 36 pages prétend avoir un plan dit "social" pour reclasser le personnel qu'elle jette à la rue.

Elle propose des mutations dans le groupe, mais comment la prendre au sérieux alors qu'elle a la même attitude dans le groupe où elle liquide partout des emplois ?

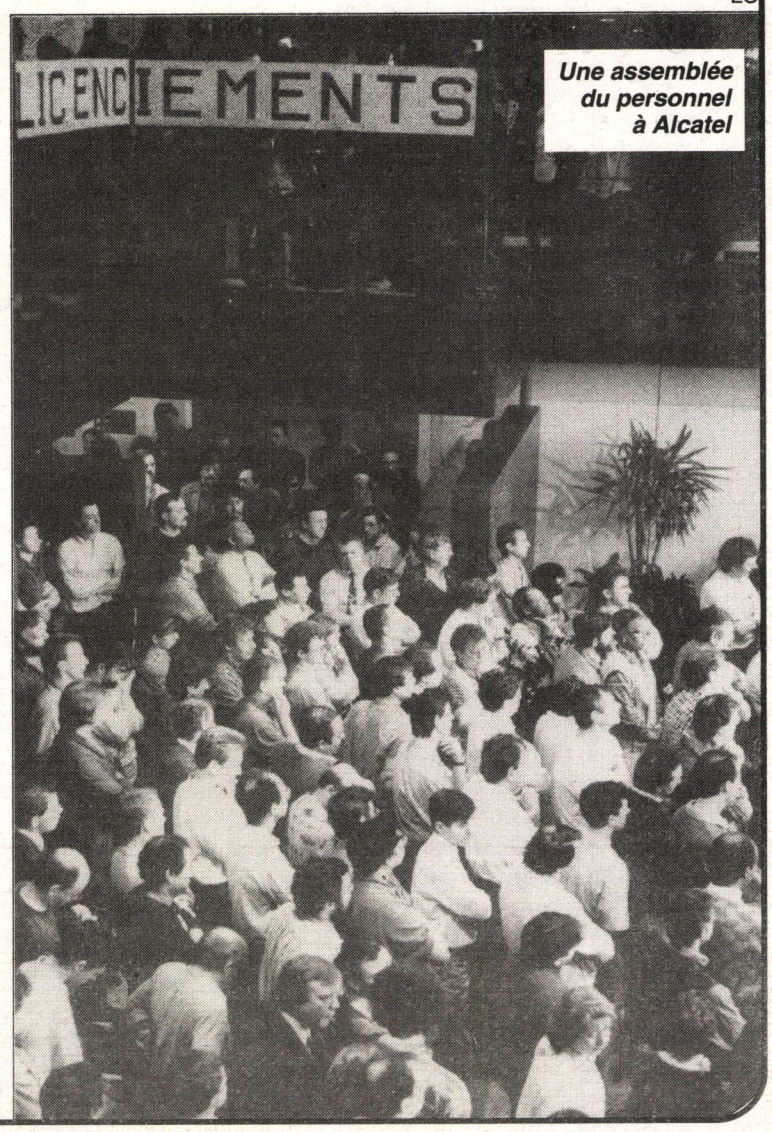
Quant à retrouver un emploi ailleurs, à l'extérieur du groupe, comme le prétend la direction, comment prendre cela au sérieux alors que, ces derniers jours, la presse et les journaux télévisés n'ont pas arrêté de faire état de plans de licenciements ? La carte du chômage publiée dans *France Soir* est de ce point de vue édifiante.

Et tout cela est d'autant plus rageant que l'on voit presque chaque jour Alcatel annoncer de nouveaux projets d'acquisition. Aux dernières nouvelles Suard, qui a déjà racheté *L'Express* et de fortes participations dans *Le Point*, serait sur les rangs pour racheter une partie de l'empire de presse d'Hersant.

Les bénéfices du groupe Alcatel-Alsthom devraient plutôt être utilisés à préserver nos emplois !

Correspondant LO

LO



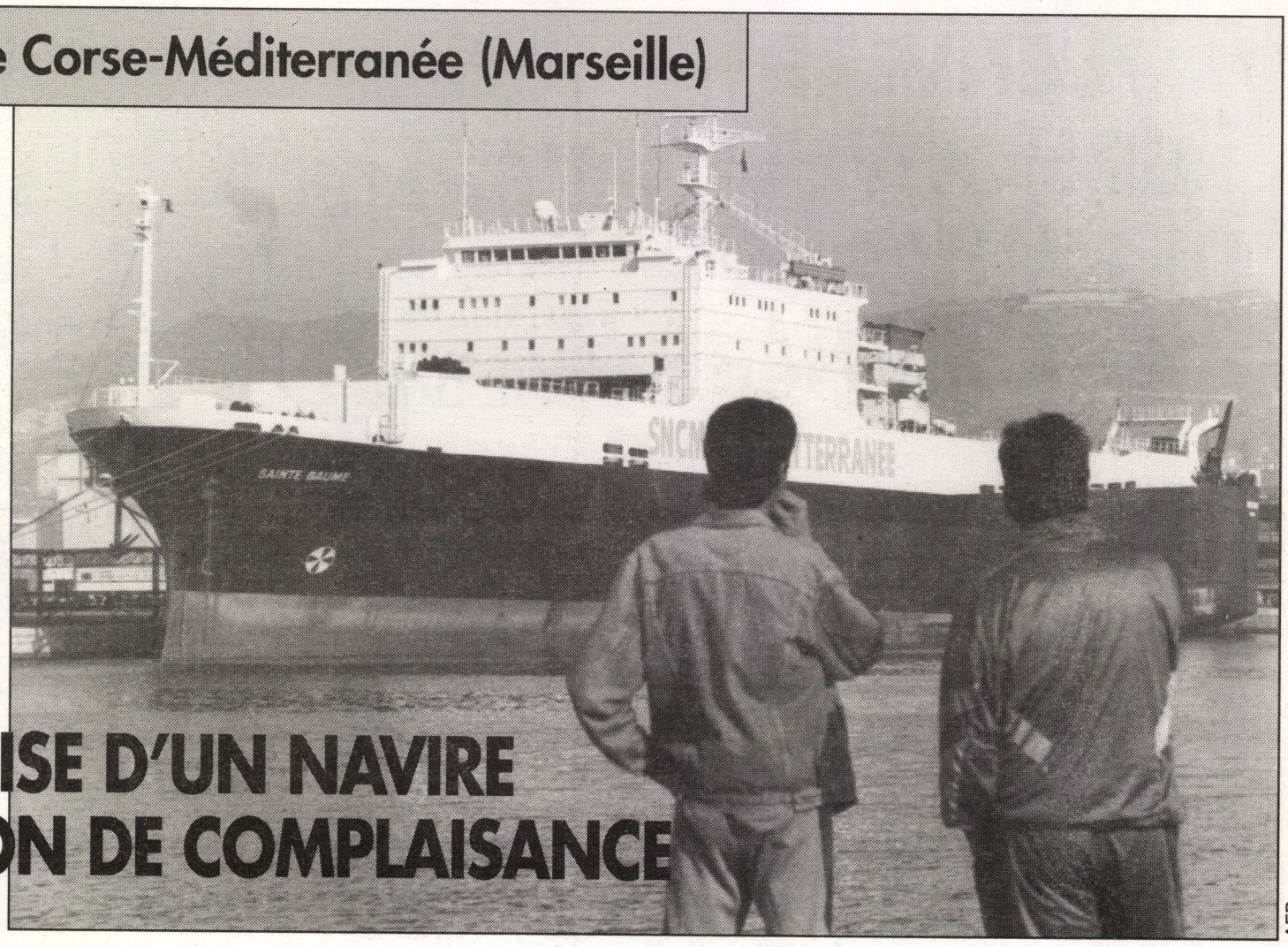
Une assemblée du personnel à Alcatel

Société Nationale Corse-Méditerranée (Marseille)

MOUVEMENT DE GRÈVE

Mardi 26 janvier, la direction de la SNCM annonçait en comité d'entreprise qu'elle allait immatriculer aux Bahamas un des cargos de la Compagnie, le *Sainte-Baume.*

CONTRE LA MISE D'UN NAVIRE SOUS PAVILLON DE COMPLAISANCE



AFP

Pour cela elle allait créer une société aux Bahamas qui serait propriétaire du navire. L'équipage actuel serait débarqué, mais il n'y aurait pas de licenciement, affirmait-elle, tout en faisant cependant remarquer qu'il y aurait un "sureffectif" chez les marins. Le nouvel équipage du *Sainte-Baume* serait constitué de deux officiers français et de dix-neuf marins et officiers croates, aux salaires bien plus bas que les salaires français. Sous son nouveau pavillon le navire échapperait à la réglementation maritime française en particulier pour les visites de sécurité et l'entretien.

La SNCM fait naviguer onze bateaux, cargos et ferries, sur lesquels travaillent 1 300 marins. Les marins craignent que la direction de cette entreprise nationale décide de mettre plusieurs navires sous pavillon de complaisance.

Mercredi à l'appel de la CGT, 60 % des marins et officiers décidaient une grève de 72 heures. Chez les sédentaires, c'est-à-dire à l'atelier où travaillent 90 ouvriers et dans les bureaux, l'"agence", qui regroupent 400 employés, le conseil syndical proposait de faire une heure de grève vendredi puis une journée de grève.

Jeudi 28 janvier les discussions allaient bon train à l'atelier. Nombreux étaient ceux qui pensaient qu'il ne fallait pas admettre cette attaque de la direction qui poursuit sa politique de réduction du personnel : diminution du nombre des ouvriers de l'atelier, passé de 110 à 90 en deux ans, réduction et utilisation sans garantie du personnel sous contrat surtout à l'"agence". Jeudi après-midi, sur la quai, à l'entrée du bateau le *Liberté,* les marins discutèrent avec les ouvriers de l'atelier censés travailler à bord : tout le monde était bien d'accord qu'il ne fallait pas laisser faire la direction. De retour à l'atelier, le travail reprit mollement car les discussions continuaient par petits groupes.

C'est alors que les contremaîtres ont annoncé que la direction demandait aux ouvriers de prendre vendredi une journée de congé de récupération. Elle obtint un refus unanime et indigné.

Vendredi matin l'AG des sédentaires réunissait 100 employés de l'agence, les 90 ouvriers de l'atelier et, chose inhabituelle, 100 marins venus en soutien. La proposition de la CGT de faire 24 heures de grève lundi a été adoptée à l'unanimité.

Les marins occupent plusieurs navires. Il se trouve que les amarres de bateaux sous pavillon de complaisance ont brûlé, de même que des pneus dont le feu a gêné le chargement des bateaux de la CMN, l'autre compagnie qui assure le trafic avec la Corse.

Lundi 1er février au matin une AG des sédentaires regroupait 190 personnes dont des marins. L'AG fut très brève : le secrétaire de la CGT entraînant aussitôt tout le monde en manifestation aux "Affaires maritimes", où la délégation s'entendit dire que le gouvernement bien sûr était contre les pavillons de complaisance. De là, la manifestation repartit vers l'agence où elle pénétra pour aller dire son fait à la direction. A 11 heures, une assemblée réunissait les manifestants. Après que le secrétaire eut dit qu'il tiendrait le personnel au courant des discussions de mardi soir avec le ministre de la Mer, Josselin, un gréviste tenta de faire la proposition de gagner le reste du personnel à la grève. Il fut aussitôt interrompu à grand bruit par les dirigeants CGT, ce qui eut pour résultat de disperser l'assemblée sans que rien de plus n'ait été discuté.

L'après-midi un groupe d'une vingtaine de marins est allé voir les jeunes en classe de CAP à l'école de la marine marchande pour leur montrer comment les compagnies préparent leur emploi et pour les inviter à l'AG des marins de mardi matin.

La CGT des sédentaires a posé un préavis d'une heure pour mardi et de 24 heures pour mercredi, de une heure pour jeudi et de 24 heures pour vendredi.

Correspondant LO

Papeteries de la Couronne (Angoulême)

Contre la remise en cause des dates de congés

TROIS JOURS DE GRÈVE !

Jeudi 21 janvier, dans l'après-midi, la grève a démarré dans les deux usines des Papeteries, qui emploient quelque huit cents travailleurs Il s'agissait de refuser le projet que la direction venait de rendre public concernant nos congés de l'été 1993.

Selon la direction, il fallait renoncer à prendre nos congés à notre gré. Elle imposait à l'une des factions de prendre ses congés les quatre semaines de juillet, et à l'autre les trois dernières semaines d'août et la première semaine de septembre.

Elle disait vouloir que nous soyons tous à l'usine la première semaine d'août.

Le patron justifiait cette mesure de façon assez floue, par la possibilité d'effectuer pendant les mois d'été des commandes urgentes.

Lorsque les syndicats ont fait connaître la nouvelle et ont appelé au rassemblement, ça a été le tollé et la grève sur-le-champ. Personne n'accordait le moindre crédit aux allégations de la direction, car le travail se fait par à-coups, et l'on nous répète que l'on ne sait pas ce qu'il y aura à faire dans... trois semaines. Alors, dans six mois !...

Beaucoup d'entre nous disaient qu'il fallait mettre un coup d'arrêt aux décisions du patron, faute de quoi il pourrait ensuite tout se permettre contre tous nos acquis.

Alors, le jeudi, dans la faction d'après-midi, puis en nuit, puis le vendredi, le samedi matin, et ensuite le lundi matin, la grève a été massivement suivie et a pratiquement paralysé la production. Nous étions tous rassemblés dans la cour et lorsqu'un cadre passait, cela mettait de l'ambiance !

Le PDG, qui n'avait pas daigné jusque-là paraître en personne, faisait sa réapparition le vendredi en fin d'après-midi, pour rencontrer les syndicats. Le lundi matin, à l'embauche à 5 heures 45, il était aussi là, à nous attendre au portail avec d'autres cadres, et à nous serrer la main ! Ce qui nous rendit vraiment hilares !

Enfin, le lundi vers midi, les syndicats nous annoncèrent que le PDG retirait son projet, nous demandant seulement de ne pas prendre plus de trois semaines de congés de suite. Par contre il refusait de payer les jours de grève, alors que c'est lui seul qui était à l'origine du déclenchement de celle-ci.

Le travail n'a repris qu'à treize heures, avec l'arrivée de la faction d'après midi..

Et les travailleurs, comme disait une ouvrière, "n'étaient pas mécontents" d'avoir défendu leurs congés, et d'avoir montré au patron que tout ne lui était pas permis

Correspondant LO

Il y a 60 ans, HITLER DEVENAIT CHANCELIER

Le 30 janvier 1933, le président de la République allemande, le maréchal Hindenburg, nommait chancelier (c'est-à-dire chef du gouvernement) Adolf Hitler. Tout se passait comme s'il s'agissait d'un simple changement de gouvernement et qu'à la tête de l'Etat était nommé le chef du parti qui venait de recueillir le plus de voix aux élections de novembre 1932 (33,1% pour le parti nazi, contre 21,6% au parti social-démocrate, et 14,6% au parti communiste).

Ces élections s'étaient déroulées à la fin d'une année noire. La crise économique battait son plein, les masses étaient en effervescence.

Au fil des mois et de la crise, la caste dirigeante (l'état-major, les chefs politiques, les capitaines d'industrie et la haute finance, les chefs religieux) s'était convaincue de la nécessité de faire appel à Hitler. L'exaspération et la mobilisation des masses, de la classe ouvrière comme des millions de petits-bourgeois, étaient telles qu'Hitler leur était apparu comme la solution pour régler la crise économique et sociale qui, avec des hauts et des bas, secouait l'Allemagne depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

Le troisième Reich et la Deuxième Guerre mondiale ont souvent fait oublier que Hitler était arrivé au pouvoir légalement, appelé par la bourgeoisie allemande.

* * *

Nous présentons ici quelques-uns des ouvrages qui retracent cette période. Certains d'entre eux montrent l'évolution de petits-bourgeois qui, de modérés ou de conservateurs, deviennent enragés devant l'effondrement de leur monde. D'autres livres ont un tout autre éclairage : le fascisme du point de vue du mouvement ouvrier, qui était fort et organisé, mais rendu impuissant par la politique des directions social-démocrate et stalinienne, et soumis ensuite à une répression sans précédent.

Violllet

La période d'avant 1933

LA TOILE D'ARAIGNÉE
de Joseph Roth

Publié en 1923, le roman paraît prémonitoire. Le héros est un lieutenant difficilement revenu à la vie civile. L'Allemagne en crise va permettre à ce médiocre de sortir de son anonymat. Une rapide relation homosexuelle avec un officier supérieur le propulse dans les hautes sphères d'un groupe fasciste. Les bas-fonds de la société sont érigés au rang de nouvel ordre social.

L'étrangère – Gallimard – 48 F.

L'ÉTERNEL PETIT-BOURGEOIS
de Von Horvàth.

Ecrit en 1927, c'est un témoignage sur l'évolution des classes moyennes allemandes. Au travers de plusieurs personnages qui voient petit et vivent petit, c'est par les commentaires style "café du commerce" que l'on voit cette société qui fout le camp. Un prétentieux sans auditoire, un ambitieux aigri, une employée licenciée, tous vont et viennent sans trouver ce qu'ils cherchent : l'idée qui va les sauver.

Christian Bourgois – 100 F.

LE DERNIER CIVIL
d'Ernst Glaeser

Dans les années 30, la cause est entendue : même si les nazis n'ont pas encore accédé au pouvoir, ils sont déjà partie intégrante de la vie sociale.

Dans une petite ville de province, il suffit d'un officier démobilisé qui fait parader une bande de jeunes et d'un employé de mairie aigri pour recueillir le flot qui monte. Le roman de Glaeser fait littéralement sentir la putréfaction sur laquelle prospère le fascisme. Devant la progression du virus, on voit l'impuissance de ces notables qui ne savent que s'accrocher à leur tranquillité et à leurs privilèges.

Grasset – Cahiers Rouges – 54,50 F.

UN BON ALLEMAND
de Horst Kruger.

L'auteur revient dans le quartier de son enfance, un faubourg plutôt aisé de Berlin, pour comprendre pourquoi ces gens calmes et respectables ont suivi le nazisme. Devant la peur de tout perdre, les meetings nazis les ont réconfortés : *"Subitement on était quelqu'un. On valait mieux, on était une autre espèce que le reste du monde : on était allemand"*.

Actes Sud – 75 F.

Un témoignage militant sur 1933

LA TRAGÉDIE DU PROLÉTARIAT ALLEMAND
d'Hippolyte Etchebehere.

C'est une courte brochure où l'auteur, Etchebehere, un militant communiste argentin arrivé en Allemagne juste avant la prise du pouvoir par les nazis, retrace le drame des militants ouvriers allemands en 1933.

Il témoigne : *"Nous avons pu connaître l'état d'esprit des ouvriers, membres du parti communiste. Nous n'oublierons jamais le découragement, le désarroi, la méfiance totale en eux-mêmes et dans le Parti qu'ils ont manifestés devant nos questions. Ils étaient là, accablés, vides, incapables de donner la moindre réponse. Il faut sentir chez les meilleurs éléments de ce prolétariat, à l'heure décisive, et dans ce premier parti de l'Internationale Communiste, un parti qui récolte 6 millions de voix, la solitude, l'impuissance, l'amertume exprimée de façon crue et rageuse, comme nous l'avons entendue pour comprendre le crime inexpiable des misérables qui détiennent l'Internationale Communiste. A bas la clique d'aventuriers et de bureaucrates qui nous ont préparé une nouvelle et immense défaite"*.

Après 1933

LA SEPTIÈME CROIX
de Anna Seghers.

Un an après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, un jeune militant communiste, Georg, s'enfuit d'un camp de concentration. L'évasion avait été dûment préparée par un groupe de sept prisonniers dont un organisateur communiste. Ses camarades sont repris. Mais si la société allemande étouffe dans le carcan policier – la terreur qui ferme les yeux et les bouches, le consentement de beaucoup au régime – une opposition survit. C'est celle d'anciens amis ou camarades qui prennent un risque mortel pour l'aider.

Collection Folio – 47 F.

LE CRÉPUSCULE DE HERMLIN

C'est au travers des souvenirs et des sentiments d'un jeune Allemand de 17 ans qui vient juste d'adhérer aux jeunesses communistes et s'enthousiasme pour l'avenir de l'humanité, qu'on voit l'Allemagne plonger dans le fascisme. Les idées qui lui sont chères sont abandonnées par beaucoup. Comment ne pas céder à cette énorme pression, alors même qu'en Union Soviétique, les procès de Moscou mettent en accusation des dirigeants communistes respectés ?

Editions Presses d'Aujourd'hui – 49 F.

HIER À BERLIN
de Noack

Un ouvrier militant social-démocrate de Berlin est arrêté après la prise du pouvoir d'Hitler. Torturé, il rentre chez lui pour constater que sa femme, dans le souci de le protéger, a choisi d'inscrire leur enfant aux jeunesses hitlériennes. Il mène un combat pour regagner son fils à ses idées. Ce roman est édité dans une collection pour la jeunesse.

Les chemins de l'amitié – 44 F.

14, ADOLF-HITLER-STRASSE
de Schaeffer.

C'est un ouvrage récent sur la période. Dans l'immeuble, cohabitent un nazi, qui va pouvoir se livrer à ses vices insatisfaits, des communistes, dont certains vont retourner leurs vestes, des socialistes victimes de la répression, des petits-bourgeois qui comprennent que les fascistes sont devenus des gens à respecter et les Juifs, ceux à ne plus fréquenter…

Albin Michel – 89 F.

D'autres romans, parmi les plus intéressants, sont actuellement épuisés mais on peut encore les trouver en bibliothèque ; comme *Après*, de Erich-Maria Remarque (collection Folio) – l'après-guerre de quatre jeunes gens complètement déboussolés, qui pour certains vont se retrouver dans des groupes d'extrême-droite ; ou encore *l'Obélisque noir* (Livre de Poche), du même auteur, qui montre comment on pouvait vivre en Allemagne en 1923, au moment de l'inflation galopante ; et du gros roman d'Anna Seghers *Les morts restent jeunes* (Editeurs Français Réunis), qui raconte les années 1918-1945 au travers de l'histoire de deux familles, l'une ouvrière, l'autre de grands propriétaires terriens dépossédés par la défaite de 1918…

Allemagne

Conjurer les vieux démons... ET LAISSER COURIR LES NOUVEAUX ?

Samedi 30 janvier, soixantième anniversaire de l'accession de Hitler au pouvoir en Allemagne, des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues des principales villes du pays avec comme mot d'ordre *"Plus jamais ça !"*. Comme dans les dernières manifestations, ils ont constitué des chaînes lumineuses et silencieuses.

Ces manifestations sont le couronnement d'une mobilisation qui dure maintenant depuis novembre et qui, devant la montée des exactions xénophobes en accroissement depuis un an -foyers de demandeurs d'asile incendiés, violences suivies de plusieurs meurtres- à l'appel des Eglises, des syndicats, des partis politiques, et même des patrons des grands groupes économiques, se donne pour but d'empêcher un retour au passé.

La participation massive à ces manifestations atteste que dans la population allemande le nazisme et ses conséquences, les souffrances et les destructions massives occasionnées par la Seconde Guerre mondiale, et les difficultés de l'existence plusieurs années après la défaite sont loin d'être oubliés.

Le nazisme était né des conditions terribles faites à la population allemande après toute une série d'épreuves. Celles-ci vont de la Première Guerre mondiale suivie de la défaite, à la crise générale du monde capitaliste marquée par le krach de 1929, en passant par l'échec de la révolution ouvrière et les conditions draconiennes imposées par le Traité de Versailles imposant des sacrifices inouïs à la population. Les conditions de misère et de sauvagerie dans les rapports sociaux fabriquèrent en grand nombre, parmi les anciens combattants aigris, les chômeurs et les petits-bourgeois ruinés, des désespérés qui fournirent des troupes pour les groupes nazis. Fort heureusement, ces conditions n'existent pas en Allemagne aujourd'hui. Pas plus que n'existent ces capitalistes de la grande industrie qui, effrayés par la menace d'une révolution ouvrière, avaient ouvert leurs caisses pour subventionner de telles troupes de choc.

Aujourd'hui aussi cependant, la société capitaliste est en crise. Mais jusqu'à présent, ce n'est pas comparable avec ce que c'était il y a 60 ans. Même si cela se traduit en ce moment par une remontée de la xénophobie activée par un accroissement des difficultés de la vie quotidienne pour les plus pauvres de la classe ouvrière, en particulier pour ceux de l'ex-Allemagne de l'Est. Mais qui peut prédire quelles nouvelles épreuves la crise capitaliste peut demain réserver si la situation se détériorait de façon accélérée ?

Les exactions contre les demandeurs d'asile poussent sur le terreau de la régression économique, et le racisme est entretenu non seulement par l'extrême-droite, mais aussi par tous les politiciens des partis dits démocratiques, de gauche ou de droite, qui discutent doctement s'il faut ou pas réformer la Constitution pour empêcher les immigrés de venir en aussi grand nombre, et qui par simple démagogie électorale jettent eux aussi de l'huile sur le feu.

Dans une telle situation, il ne suffira pas, pour faire vraiment reculer le danger, de brûler un cierge en priant pour la démocratie, en défilant avec tous les représentants des institutions de la société capitaliste, en se contentant de dénoncer la malfaisance des sentiments xénophobes. Les défilés ont fait reculer momentanément le nombre des exactions contre les demandeurs d'asile, mais ils ne les ont pas supprimées. Et il n'est pas sûr qu'ils aient fait reculer les sentiments racistes et xénophobes dans une fraction de la population, peut-être pourrait-on s'en apercevoir lors de prochaines consultations électorales.

Partout le combat contre les résurgences de l'extrême-droite et de ses démons, pour être conséquent, doit être aussi un combat contre le système capitaliste qui les engendre.

Louis GUILBERT

Turquie

Les assassinats de journalistes UNE "STRATÉGIE DE LA TENSION" ?

La Une du journal Hurriyet après la manifestation

Après bien d'autres, c'est un journaliste connu du quotidien turc *Cumhuriyet*, Ugur Mumcu, qui a été tué dimanche 24 janvier à Ankara. Une bombe puissante avait été placée dans sa voiture, garée dans un quartier résidentiel. Ugur Mumcu était connu comme un tenant convaincu du kemalisme. Il avait mené entre autres des enquêtes sur la mafia turque, la corruption, les services de renseignement, les trafics de drogue et d'armes, et plus récemment sur le mouvement nationaliste kurde.

Cet assassinat semble à rapprocher d'autres intervenus ces derniers mois, comme celui d'un autre journaliste du quotidien à grand tirage *Hürriyet*, et ceux de trois intellectuels connus pour leur engagement anti-religieux. Chaque fois, ces attentats ont été revendiqués par des groupes islamiques, en général inconnus, sans qu'aucun début de piste ait jamais été découvert qui puisse mener aux coupables. Le plus probable est qu'il s'agisse de groupes d'extrême-droite, agissant en liaison ou avec la complicité de la police ou des services secrets et revendiquant ensuite leur action au nom de groupes imaginaires à l'étiquette choisie en fonction de l'opportunité du moment.

Cette fois, l'assassinat d'Ugur Mumcu a été l'occasion de mettre en cause l'Iran, l'appui que ce pays apporterait à des groupes islamistes en Turquie, et en général la main de "l'étranger"... ce qui revient à mettre hors de cause les probables responsables turcs que la police aurait sans doute à rechercher beaucoup moins loin.

L'attentat a provoqué en tout cas une réaction d'indignation, marquée entre autres par une imposante manifestation lors des obsèques, qui montre que la population et en particulier l'opinion de gauche en Turquie ne s'y trompent guère; elles voient bien dans la multiplication de ces attentats une menace directe, émanant de l'intérieur même du régime.

Il faut d'ailleurs ajouter que treize autres journalistes, proches du mouvement nationaliste kurde ou de l'extrême-gauche, sont morts durant l'année 1992 dans le Sud-Est anatolien où ils tentaient de "couvrir" les opérations militaires en cours contre les nationalistes kurdes. Là aussi, on parle de plus en plus ouvertement d'une organisation de "contre-guérilla", une sorte de "Gladio" turc qui agirait avec l'appui direct de services de l'armée ou de la police et se chargerait des besognes que celles-ci ne pourraient assumer directement.

Une telle "stragégie de la tension" en Turquie rappellerait des souvenirs proches. Elle évoque la fin des années soixante-dix, marquée notamment par la fusillade du 1er mai 1977 qui fit plus de trente morts parmi les travailleurs qui manifestaient sur la place Taksim à Istanbul ; une période marquée par la violence terroriste et "contre-terroriste" et qui se conclut par le coup d'Etat militaire de septembre 1980.

La période actuelle, avec le poids croissant pris par l'armée en liaison avec les opérations militaires au Kurdistan, et l'usure rapide du gouvernement Demirel, semble au moins aussi incertaine. Et il est évident que, si ce sont des journalistes ou personnalités de gauche qui sont actuellement la cible de ces attentats, si l'on évoque même à ce propos la main de la CIA qui voudrait aiguiser la tension entre la Turquie et l'Iran, un durcissement du régime turc serait surtout l'occasion de tenter de mettre au pas la classe ouvrière et de restreindre la relative liberté d'action qu'elle a récemment reconquise.

Julien SILVA

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995